

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

S O M M A I R E

<i>La centralisation en U.R.S.S. et la nouvelle Constitution</i>	Alexandre Choulguine
<i>Les « retouches » d'André Gide</i>	**
<i>Le Congrès de l'Union des Associations pour la S.D.N. à Bratislava</i>	N. N.
<i>Le centralisme national comme garantie du succès</i>	B. Bilatti
<i>L'éducation nationale en Ukraine au temps de Catherine II</i>	Prof. S. Siropolko
<i>Construction soviétique</i>	A. A.
<i>Un biographe Arménien de Fizouli ...</i>	**
<i>Que se passe-t-il en Azerbaïdjan ?....</i>	A. T.
<i>A travers les journaux</i>	**
<i>Chronique : Ukraine</i>	**

Direction et Administration :
1, Square Léon -Guillot - Paris (15)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La centralisation en U.R.S.S. et la nouvelle constitution

Quelque chose ne marche pas en U.R.S.S. Des arrestations sensationnelles, de grands procès qui se sont terminés par la peine capitale, prononcée contre les plus grands hommes des Soviets, autrefois tout puissants, ont ouvert les yeux, même à ces étrangers qui, à tout prix, se détournent de la tragique vérité. A cela est venue s'ajouter, l'exécution de Toukhatchevski, tandis que la destruction de l'armée prouve d'une façon éclatante combien la situation en U.R.S.S. est devenue précaire. Il est difficile même pour ces grands maîtres de la propagande, que sont les agents du Komintern, de faire croire au monde à la prospérité de la patrie des prolétaires. De nombreux voyageurs, même sympathisant au bolchévisme, rentrent désillusionnés. Il suffit de nommer André Gide, dont le petit livre : « Retour d'U.R.S.S. » a produit une grande impression même hors de France.

La politique pacifiste de Litvinov, qui séduisait tellement les gens cré-

dules de l'Europe Occidentale, tout le prestige qu'il a su créer pour Moscou dans certains Etats a été détruit d'un seul coup par ces procès qui ont fait ressortir le véritable état de ce régime en pleine décomposition. Staline se voit menacé directement et il est obligé de se défendre contre ses amis d'hier. Il est difficile de savoir où se termine la maladie imagination du dictateur terrorisé et où commence une menace réelle, mais ce qui est incontestable, c'est l'opposition grandissante qui monte contre le régime.

Officiellement c'est le trotskisme qui est l'ennemi du stalinisme; mais sous ce nom on range également tous les mécontents, toute l'opposition, aussi bien de gauche que de droite.

Par trotskisme on comprend également l'opposition nationale des peuples opprimés par Moscou. Il n'y a pas de doute qu'au fond c'est le point névralgique de l'U.R.S.S., car on sait très bien à Moscou que les nations non russes, et parmi elles, surtout

l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan s'opposent absolument à son régime et à l'existence même de l'Unité soviétique.

Le problème national est celui qui préoccupe le plus les dirigeants de Moscou. Les 35 millions d'Ukrainiens qui vivent sous les Soviets, les 12 millions de Caucasiens, les 15 millions de Turkestaniens, auxquels il faut ajouter les Blanc-ruthènes, les Caréliens, les Tartares, les Cosaques et autres nationalités, constituent dans leur ensemble plus de la moitié de la population totale de tout l'empire soviétique. Le pouvoir soviétique a voulu résoudre ce problème par une double politique de concessions aux nationalités et par un très sévère régime d'oppression. Les bolcheviks russes croyaient pouvoir s'appuyer sur la loyauté des communistes locaux qui ont été leurs fidèles alliés au moment de la conquête de ces pays. Sur ce principe a été basée l'organisation de l'U.R.S.S. Mais la vie est plus compliquée que toutes les prévisions. Nous avons été mis peu à peu en présence d'une tendance nettement centraliste en U. R. S. S. Nous tâcherons dans ce bref article de l'étudier et, si possible, de l'expliquer.

Rappelons brièvement l'histoire même de la formation de l'Union Soviétique : elle a été fondée par la Moscovie rouge sur les ruines des républiques nationales libres et indépendantes. Le sort des Etats, issus en 1917-18, de l'Empire des tsars, n'a pas été égal pour tous, sans parler de la Pologne qui, en partie seulement, a été créée sur les territoires de l'Empire; la Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie, ont pu s'opposer victorieusement à l'agression

soviétique. Par contre les Républiques de l'Ukraine, de la Ruthénie-Blanche, de Crimée, du Don, du Kouban, du Caucase du Nord, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan sont tombées dans la lutte avec Moscou furent transformées en républiques socialistes, soviétiques, alliées de Moscou. Le Turkestan et les Tartares d'Idel-Ural, qui avaient proclamé leur autonomie, sont également tombés sous la domination moscovite.

L'Ukraine, le Caucase et le Turkestan ont opposé à l'agression une résistance particulièrement énergique. Comprenant surtout l'importance de l'Ukraine, les Soviets concentrèrent en 1919-1920, la plus grande partie de leur armée dans ce riche pays. Moscou en effet considérait l'Ukraine comme le point essentiel de ses conquêtes, et d'ailleurs indispensable pour lui servir de base à une agression possible contre l'Europe Occidentale, épuisée par la grande guerre, et prête, d'après eux, à être soviétisée. La résistance de l'Ukraine contribua certainement à l'échec du grand plan de révolution mondiale, que les gens de Moscou avaient carressé à l'époque du communisme mitaire.

Au point de vue juridique, c'est surtout l'Ukraine, la Géorgie et les autres Républiques du Caucase qui ont été le mieux organisées. Elles ont été d'ailleurs reconnues de jure et de facto par la plupart des grandes Puissances, et même, par Moscou, ce qui ne l'empêcha pas de violer leurs territoires.

Leur occupation par Moscou et ensuite leur transformation en Républiques soviétiques changea complètement la situation dans l'Est Européen.

De *jure* ces Républiques restent toujours souveraines, de *facto* c'est Moscou qui commende, un formidable Empire soviétique, successeur de l'Empire des Tzars, s'est ainsi constitué.

L'idée d'une union soviétique fut lancée dès les premiers jours de 1919; les Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Ruthénie-Blanche, de Lettonie, de Lithuanie proclamèrent leur union comme république quasi indépendantes. Il va sans dire qu'à cette époque le projet ne donna pas les résultats attendus. Les gouvernements soviétiques de Lithuanie et de Lettonie qui prirent part à ce pacte perdirent toute importance après la reconnaissance définitive de ces deux républiques dirigées par leurs gouvernements nationaux. De leur côté les gouvernements Ukrainiens avec Simon Petlura en tête, et Géorgien avec Noë Jordania, prolongèrent leur lutte tant qu'ils se trouvèrent dans leurs pays respectifs.

Mais tandis que l'Union perdait ses membres occidentaux, elle s'enrichissait du côté oriental par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et par celle de la Géorgie après la réfaite du gouvernement national Géorgien en 1921.

Le 12 mars 1922 fut proclamée la confédération des trois Républiques soviétiques du Caucase : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie, et le 29 décembre 1922 les délégués des Républiques soviétiques socialistes de Russie, d'Ukraine, de Ruthénie-Blanche et de la Confédération Caucasiennne constituèrent définitivement l'U.R.S.S.

Le 6 juillet 1923 on proclama la constitution de l'Union, restée en vigueur jusqu'en 1937. Aux quatre Ré-

publiques *mentionnées*, on ajouta plus tard les trois Républiques du Turkestan : Uzbekistan (1924), Turkménistan (1924) et Tadjikistan (1931).. Ainsi l'Union Soviétique sut le produit de l'énorme République fédérative socialiste soviétique russe et des six autres Républiques mentionnées. Mais au fond, l'Union a été créée par un acte précédant la proclamation de la constitution, acte fictif certainement, mais ayant tout au moins le caractère d'un traité d'ordre international, et la constitution de l'Union a été faite d'après cette décision. Le § 4 de la Constitution de 1923 dit nettement, que chacune des Républiques soviétiques garde le droit de se retirer de l'Union. Le préambule de ce document (§ 1^{er}) dit que l'Union est constituée d'après « le libre consentement » de chaque membre et souligne leur droit de se retirer de l'Union. Il est vrai que la Constitution est muette sur les moyens par lesquels ce droit pourrait être réalisé, mais malgré tout, elle parle de la *souveraineté* de chaque République qui est limitée « seulement » dans les domaines attribués à la compétence du pouvoir central de l'U.R.S.S. « En dehors de ces limites, annonce le § 3 de la Constitution, chaque République alliée réalise son pouvoir d'une façon indépendante. L'U.R.S.S. rest à la garde des droits souverains de ces Républiques ».

Tout de même la compétence du pouvoir central d'après la constitution de 1923 était déjà assez large. Six ressorts les plus importants lui furent attribués, ce sont les commissariats :

- 1) des Affaires étrangères,
- 2) de la Guerre et de la Marine,



- 3) du Commerce extérieur,
- 4) des Communications,
- 5) des Transports par eau,
- 6) des Postes et Télégraphes.

Ces commissariats avaient seulement des représentants dans les Conseils des commissaires du peuple des sept Républiques. Par contre le pouvoir central comptait encore sept commissaires qui n'étaient que les chefs des commissaires ayant les mêmes attributions et faisant partie du Conseil des Commissaires du peuple de chacune des Républiques soviétiques composant l'Union. Il y avait ainsi au sein du pouvoir central et de chaque République : 1) le président du Conseil de l'Economie Nationale, 2) présidents de la Commission des plans, 3) Commissaires du Commerce intérieur, 4) des Finances, 5) de l'Approvisionnement, 6) du Travail, 7) de l'Inspection ouvrière.

La troisième catégorie comprenait les commissaires qui se trouvaient seulement au sein des gouvernements de chacune des sept Républiques; ils n'étaient point représentés dans le pouvoir central. Ce sont les commissariats :

- 1) de l'Agriculture,
- 2) de la Justice,
- 3) de l'Instruction publique,
- 4) de l'Intérieur,
- 5) de la Santé publique,
- 6) des Assurances sociales.

Cette organisation très compliquée subit entre 1923 et 1937, (date à laquelle entre en vigueur la nouvelle constitution) des changements très importants, toujours dans le sens de la centralisation. Dans chaque République le nombre des commissariats appartenant à la seconde catégorie, c'est-à-dire les commissariats direc-

tement subordonnés aux commissaires respectifs du gouvernement central, — augmente toujours; par contre celui des commissaires indépendants, c'est-à-dire appartenant à la troisième catégorie, diminue quantitativement, (au lieu de six nous ne voyons que cinq commissaires de ce genre), et qualitativement : les commissariats de l'Intérieur et de l'Agriculture, par exemple, passent dans la seconde catégorie. Cependant on a créé pour cette catégorie deux nouveaux commissariats d'importance secondaire: ceux de l'Economie communale et de l'Industrie locale.

Que donne sur ce point la nouvelle Constitution ? Le nombre des commissaires de seconde catégorie augmente encore. Ceux appartenant à la troisième, perdent encore d'avantage leur importance. Ce ne sont que quatre commissariats qui dirigent des ressorts tout à fait secondaires : 1) Industrie locale — 2) Economie communale, 3) Assurances sociales, 4) Instruction publique; pour ce dernier la direction la plus importante, celle des hautes écoles, est attribuée au pouvoir central. Ces faits seuls, prouvent quel est l'esprit de la nouvelle Constitution. Si celle de 1923, fut précédée d'un traité, au moins fictif, entre les républiques, la nouvelle a été nettement fondée par une Commission du pouvoir central et votée par le Soviet de toute l'Union.

Le § 4 de l'ancienne Constitution, laissant le droit aux Républiques de se retirer de l'Union, est réssuscité dans le § 17 de la nouvelle. Les moyens par lesquels ce droit pourrait être réalisé ne sont pas plus indiqués dans ce document que dans le précédent, mais par contre, il contient

le § 133 qui dit que la défense de la patrie est un « devoir sacré de chaque citoyen de l'U.R.S.S. ». La trahison à la patrie, l'infidélité à son serment, le passage du côté de l'ennemi, l'attentat contre la puissance militaire de l'Etat, l'espionnage seront punis avec toute la sévérité des lois comme le plus grand crime. Tout est caractéristique ici : aussi bien l'idée d'une « patrie soviétique », que la supposition que les citoyens de cette patrie sont capables de passer à l'ennemi. Mais ce qui nous intéresse, c'est la contradiction entre le § 133 et le § 17; le désir de retirer sa République de l'Union, exprimé par des particuliers ou par les organes de ces Républiques ne doit-il pas être considéré comme contraire au § 133, c'est-à-dire comme un grand crime ? Le sort des communistes géorgiens avec Boudou Mdivani en tête confirme notre supposition : on les accuse de vouloir séparer la Géorgie de l'Union... On peut citer en Ukraine des faits analogues.

Le contenu du § 2 de la Constitution de 1923 est également reproduit dans la nouvelle au § 15 « Les Républiques soviétiques composant l'Union restent souveraines, et l'Union prend sur elle la charge de défendre cette souveraineté ». Le paragraphe 16 dit que les constitutions particulières de chacune de ces Républiques doivent être conformes à la Constitution de l'Union. Est-ce là une preuve de leur « souveraineté ? »

M. G. Lazarewski, qui a mis très aimablement à notre disposition son manuscrit sur la nouvelle Constitution (Rapport fait à l'Institut Scientifique Ukrainien à Varsovie) se demande également en quoi peut consister cette souveraineté; chaque

pays souverain possède un territoire, une population et un pouvoir.

Le territoire ? Il n'appartient point aux Républiques soviétiques; toutes les richesses du sous-sol appartiennent directement à l'Union Soviétique; toutes les rivières aussi bien que les forêts sont la propriété commune de l'Union Soviétique.

La population ? Tous les habitants de n'importe quelle République soviétique sont les citoyens de l'U. R. S.S. Un Russe qui s'installe en Ukraine devient ipso facto un Ukrainien, de même qu'un Géorgien habitant Moscou devient membre de la République Russe. Il n'existe donc pas de citoyens de Républiques Ukrainienne ou Turkestanienne. Postichew, ancien secrétaire du parti communiste en Ukraine, actuellement en disgrâce, était Russe, mais en s'établissant en Ukraine, il devint Ukrainien, comme l'était déjà son prédécesseur Christian Rakowski...

Le pouvoir ? En énumérant les quatre commissariats vraiment indépendants de chaque République, nous avons vu que les gouvernements de ces Républiques, sont, ou complètement dépouillés de tout pouvoir, attribué au gouvernement de l'Union, ou subordonnés aux commissaires de Moscou (commissaires de notre seconde catégorie). Sans parler des Affaires étrangères, de la Guerre etc... l'organe le plus essentiel, le commissariat de l'Intérieur, était déjà, avant la proclamation de la nouvelle Constitution, entre les mains de Moscou sur toute l'étendue de l'U.R.S.S. La nouveauté dans la Constitution de 1937, c'est l'organisation de la jurisprudence : les tribunaux de toutes les Républiques sont subordonnés au tribunal suprême de Moscou, élu par

les deux chambres de l'Union. Les fameux plans économiques sont élaborés à Moscou et tout naturellement ils sont faits au profit de l'Union, auxquels sont subordonnés les intérêts de chaque République.

De même pour le Commerce extérieur. La fiscalité est aussi faite par Moscou, et tout concorde pour donner la possibilité au pouvoir central de traiter les Républiques Soviétiques comme de simples provinces, plutôt même comme des colonies.

Les élections ? Le démocratisme de la Constitution ? Il va sans dire que personne ne croit plus à un changement possible du régime de Staline : le parti communiste reste et restera le maître unique de ces élections. Mais les Républiques Soviétiques fédérées, même avec des élections vraiment libres, ne pourront jamais en profiter. M. Lazarewski, déjà cité, a fait des calculs intéressants en s'appuyant sur le système électoral nouveau et le recensement de la population de l'U.R.S.S. qui eut lieu en 1932. Ainsi à la Chambre basse de l'U.R.S.S., il y aura : 305 députés de la République Soviétique Russe, 71 députés de l'Ukraine, 17 de la Ruthénie-Blanche, 13 de l'Azerbaïdjan, 4 de l'Arménie, 13 de la Géorgie, 15 de l'Ouzbékistan, 4 du Tadjikistan, 3 du Kazakhstan, 2 du Kirghizistan. Mais en admettant même que tous les députés des Républiques non-russes fussent des véritables représentants de leurs pays, qu'ils eussent fait bloc ensemble, la majorité de la Russie Soviétique les aurait écrasés.

La Chambre haute semble avoir été constituée d'une façon plus équitable; d'après le paragraphe 35, cha-

que République a le droit de déléguer 25 députés mais chaque pays autonome a le droit d'envoyer 11 députés, chaque République autonome 5 députés, chaque région 1 député. Mais la plupart des pays autonomes, des Républiques autonomes et des régions font partie de la République Russe, ainsi celle-ci aura également, même en supposant une certaine liberté électorale (ce qui est certainement impossible) une prépondérance incontestable.

Au lieu des sept Républiques qui jusqu'à présent constituaient l'Union Soviétique la nouvelle Constitution en a créée onze. La Confédération caucasienne est dissoute. La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont devenues directement membres de l'Union; il va sans dire que *de facto*, cela n'améliore nullement leur situation. Mais tout de même, pourquoi ce changement ? *Divide et impera* — le vieux principe ne meurt jamais... Mais il est possible aussi que ce soit une réponse au pacte conclu à Bruxelles il y a deux ans par les représentants qualifiés des anciens gouvernements nationaux de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et de la Géorgie. Puisqu'ils ont proclamé une Confédération caucasienne, le gouvernement soviétique leur a répondu par cette décision. On croit que l'élévation du Kirghizistan et du Kazakhstan au rang des Républiques Soviétiques a été faite comme un geste vis-à-vis de l'Asie. Mais le Turkestan qui tend à l'unité, qui parle la même langue, qui est une grande unité nationale et géographique reste désuni encore davantage. Ici encore c'est le principe — *divide et impera* — qui y est appliqué.

Nous ne nous arrêterons pas sur

d'autres points de cette Constitution; il semble que notre thèse est déjà suffisamment claire. L'U.R.S.S. tend nettement vers une centralisation. La nouvelle Constitution est un pas décisif sur cette voie.

Comment expliquer cette tendance ? En proclamant, au moins théoriquement le principe des nationalités, en transformant les Républiques nationales en Républiques soviétiques, en créant, comme c'est le cas du Kirghizistan et du Kazakhstan, des nouvelles Républiques soviétiques, en toérant partout le développement de la culture nationale de ces peuples, le pouvoir soviétique accentue l'importance du mouvement national. Tout en réprimant les tentatives nationalistes vers la liberté de leurs pays, tout en gardant sous un régime d'occupation et de terreur les peuples opprimés, Moscou croit pouvoir apaiser les mouvements na-

tionaux, mieux les brider par cette politique double.

D'où vient donc la tendance centralisatrice ? Les mouvements nationaux sont-ils affaiblis ? Nous croyons au contraire que c'est leur intensité qui oblige Moscou à changer l'allure, c'est-à-dire à retenir les forces excentriques à garder l'unité de leur Empire Soviétique, par des mesures répressives. Si les communistes nationaux étaient absolument fidèles, comme c'était le cas il y a quinze ans, si les appareils gouvernementaux de l'Ukraine ou d'autres pays nationaux étaient sûrs, on pourrait leur confier plus d'autonomie, mais la pratique a prouvé que communistes, ceux de l'Ukraine par exemple sont pour Moscou aussi suspects que les nationalistes ukrainiens eux-mêmes.

Alexandre CHOULGUINE

Les « Retouches » d'André Gide

C'est un nouveau coup qui vient d'être porté au mensonge et à la duplicité de la propagande soviétique, propagande qui a malheureusement fait chavirer tant de têtes débiles. « Il ne faut pas se bercer par cette propagande, il est bien temps d'ouvrir les yeux, il faut voir clair, c'est au profond du fruit que le ver se cache ! » crie André Gide au monde et avec sa plume aussi alerte qu'incisive, il montre l'échec complet subi par l'expérience soviétique dans tous les domaines national, social, politique et économique.

Voici quelques extraits saisissants :

Production

« Au cours du deuxième trimestre, dit André Gide, sur le nombre total des accessoires d'automobiles fournis par l'usine de Yaroslav (et de ce seul nombre tiennent compte les statistiques officielles, glorieusement brandies), on enregistre 4000 pièces de rebut, et durant le troisième trimestre : 27.270. »

Dans un numéro du 14 décembre, parlant de l'acier fourni par certaines, a « Pravda » dit :

« Alors qu'au cours de février-mars on éliminait 4,6% de métal, en septembre-octobre, on en a éliminé 16,20%. »

« Sabotage », dira-t-on. Les grands procès récents viennent comme une preuve à l'appui (et réciproquement). Il est permis pourtant de voir dans ces déchets la rançon d'une intensi-

fication excessive et artificielle de la production.

La fréquence des accidents d'automobiles de transport vient du surmenage des chauffeurs, mais aussi de la mauvaise qualité des voitures; sur 9.992 machines examinées en 1936, 1,958 ont été reconnues défectueuses. Dans une section de transports, 23 machine sur 24 n'ont pu être mises en circulation; dans une autre, 40 sur 52 (*Pravda* du 8 août 1936).

L'usine de Noguinsk devait fournir une grande partie des cinquante millions de disques de phonographes annoncés au programme de 1935, soit 4.000.000; dont elle n'a pu fournir que 1.992.000. Mais les disques « de rebut » sont au nombre de 309.800. (*Pravda*, 18 novembre 1936). En 1936, durant de premier trimestre, la production n'a été que de 49,8% du chiffre prévu par le plan; durant le deuxième trimestre, de 32,8% et seulement de 26% pour le troisième.

S'il y a fléchissement progressif pour la production, d'autre part les malfaçons vont en augmentant :

1 ^{er} trimestre	156.200	pièces de rebut,	
2 ^e	259.400	„	„
3 ^e	614.000	„	„

Quant au 4^e trimestre, les résultats complets ne sont pas encore donnés; mais il y a lieu de s'attendre à bien pire, car le seul mois d'octobre en enregistre déjà 607.600 ! On juge alors ce que peut devenir « le prix de revient » de chaque pièce acceptable.

Sur les deux millions de cahiers fournies aux écoliers de Moscou par

la fabrique «Héros du Travail», 99% sont inutilisables. (*Izvestia*, 4 nov. 36). A Rostov, on a dû jeter huit millions de cahiers. (*Pravda*, 12 déc. 36).

Sur 150 chaises vendues, par une artel coopérative, fournisseur de mobiliers, 46 se brisent dès qu'on veut s'y asseoir. Sur 2.345 chaises fournies, 1.300 sont inutilisables. (*Pravda*, 23 sept. 36). Mêmes malfaçons pour les instruments de chirurgie. Le professeur Bourdenka, chirurgien célèbre en U. R. S. S. se plaint particulièrement de la mauvaise qualité des instruments pour les opérations délicates; quant aux aiguilles de suture, elles se courbent ou se cassent en cours d'opération. (*Pravda*, 15 nov. 36), etc...

Ces renseignements entre maints autres, devraient rendre les applaudisseurs plus circonspects. Mais la propagande se garde d'en tenir compte.

Santé publique

L'auto-critique, si déficiente pour les questions de théorie et de principes, dès qu'il s'agit de la mise en œuvre de programme adopté, joue en plein; c'est par les *Izvestia* (du 3 juin 1936) que nous apprenons que certains quartiers de Moscou ne comptent encore, à cette date, qu'une pharmacie pour 65.000 habitants; d'autres qu'une pour 79.000; et que, dans toute la ville il n'y en a pas plus de 102.

C'est dans les *Izvestia* du 15 janvier 1937 que nous pouvons lire :

« Après la promulgation du décret contre l'avortement, le nombre des naissances à Moscou atteint 10.000 par

mois; ce qui représente une augmentation de 65 % par rapport à la période d'avant le décret. En regard de cette augmentation, celle du nombre de lits dans les maisons d'accouchement n'a été que de 13 %. »

Les crèches et garderies d'enfants sont souvent merveilleuses. Mais, en 1932, d'après les évaluations de Sir Walter Citrine, la proportion des enfants qui pouvaient y trouver place était de 1 sur 8... D'après les nouveaux plans, si ces plans parviennent à réalisation parfaite, cette proportion se trouverait doublée : soit 2 enfants admis sur 8. Il y a là insuffisance encore, mais progrès. Par contre, je crains bien que la situation n'aille en empirant pour les logements des ouvriers. Les projets de constructions nouvelles retent fort en deçà de l'exigence, étant donné l'accroissement de la population. Où l'on loge à trois dans la même pièce, on risque fort de devoir bientôt loger à quatre ou cinq. Ajoutons que nombre de bâtisses récentes pour les logements d'ouvriers sont si hâtivement construites, ou plutôt si négligemment et avec de si médiocres matériaux, qu'on s'attend à les voir bientôt inhabitables.

Installations ouvrières

Cette triste question du logement est une de celles dont s'affecte le plus Sir Walter Citrine. Visitant, aux environs de Bakou, malgré l'effort des guides officiels pour l'en détourner, les installations ouvrières des travailleurs à l'exploitations pétrolifère : « Je pus voir ici quelques-uns des plus lugubres spécimens d'habitations sordides que j'aie pu voir dans ce pays, où pourtant elles ne man-

quent pas, » dit-il : « tout y était d'apparence abjecte. » En vain le guide cherche-t-il à lui persuader qu'il faut voir là « un reliquant du tzarisme ». Citrine proteste : « Aujourd'hui ce ne sont plus les millionnaires qui exploitent les puits de pétrole... Dix-huit ans après la Révolution, vous acceptez encore que vos travailleurs vivent dans de pareils taudis !... N'est-il pas affreux de penser que des centaines de milliers d'ouvriers sont abandonnés dans ces « slums » depuis dix-huit ans ? »

M. Yvon, dans sa brochure : « Ce qu'est devenue la Révolution Russe » donne quelques autres exemples de cette lamentable pénurie et ajoute : « La cause d'une telle crise de logement est que la révolution s'est beaucoup plus occupée de « dépasser le capitalisme » dans la construction d'usines géantes et d'organiser les hommes pour la production, que de leur bien-être. De loin cela peut paraître grandiose... de près, c'est bougrement douloureux. »

La liberté de l'esprit

Un des reproches les plus mérités, faits à mon *Retour de l'U.R.S.S.*, c'est de paraître accorder une importance trop grande aux questions intellectuelles, mais tout de même, je proteste lorsqu'on n'a consenti à voir dans ce que je disais que la revendication d'un littérateur. Quand je parlais de la liberté de l'esprit, il s'agissait de bien autre chose. La science également se compromet dans les complaisances.

Tel savant notoire se voit contraint de renier la théorie qu'il professait et qui paraît peu orthodoxe. Tel

membre de l'Académie des Sciences désavoue « ses erreurs antérieures », lesquelles « seraient susceptibles d'être utilisées par le fascisme », vient-il déclarer lui-même en public. (*Izvestia* du 28 décembre 1936). On le force à reconnaître pour exactes les accusations lancées, sur ordre, par les *Izvestia*, qui subodorent dans ses recherches les symptômes fâcheux du « délire contre-révolutionnaire ».

Eisenstein est arrêté dans son travail. Il doit reconnaître ses « erreurs » avouer qu'il s'est trompé et que le nouveau film qu'il prépare depuis deux ans et pour lequel deux millions de roubles ont été déjà dépensés, ne répond pas aux exigences de la doctrine, de sorte qu'on a eu raison de l'interdire.

Et la justice ! Pense-t-on que ce sont les derniers procès de Moscou et de Novosibirsk qui vont me faire regretter d'avoir écrit cette phrase qui vous indigne : « Je doute qu'en aucun autre pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé ? »

Instruction

Nous applaudissons de tout cœur à l'ordonnance du gouvernement qui, en février 1936, prévoyait « la liquidation complète de l'analphabétisme au cours de cette année 36-37 pour les quatre millions de travailleurs ne sachant ni lire, ni écrire, et les deux millions le sachant insuffisamment ». Mais...

De la « liquidation de l'analphabétisme », il était déjà question en 1923. L'accomplissement de cette liquidation, « historique » (disait-on), devait

coïncider avec la célébration du dixième anniversaire d'octobre (1927). Or, en 1924, Lounatcharski parlait déjà de « catastrophe » : moins de 50.000 écoles primaires avaient pu être créées, tandis qu'on en comptait 62.000 sous l'ancien régime pour un beaucoup moins grand nombre d'habitants.

Car enfin, puisque l'on nous demande sans cesse de comparer l'état actuel de l'U.R.S.S. à celui qui précédait la Révolution, nous sommes bien forcés de constater que, dans de nombreux domaines, l'état de la classe souffrante est loin de s'être amélioré. Mais revenons à la question scolaire :

Lounatcharski constate (en 1924) que le salaire des instituteurs ruraux n'est souvent payé qu'avec six mois de retard, et parfois pas payé du tout. Ce salaire reste parfois inférieur à 10 roubles par mois (!). Il est vrai qu'en ce temps, le rouble valait davantage. Mais, nous dit Kroupskaïa, la veuve de Lénine : « Le prix du pain a monté et, pour 10 à 12 roubles de traitement mensuel, l'instituteur peut acheter moins de pain qu'auparavant pour 4 roubles (montant de son traitement jusqu'à novembre 1923). »

En 1927, à la date fixée pour l'achèvement de la liquidation, l'analphabétisme est toujours là; et le 2 septembre 1928 la *Pravda* constate sa « stabilisation ».

Mais, du moins, depuis, a-t-on fait quelques progrès ?

Nous lisons dans les *Izvestia*, du 16 novembre 1936 : « Dès les premiers jours de la nouvelle année scolaire, nombre d'écoles nous ont fait parvenir des renseignements sur

le surprenant analphabétisme des élèves. »

La proportion des élèves inaptes est particulièrement élevée dans les nouvelles écoles, où elle atteindrait 75 % (toujours d'après les *Izvestia*). Dans la seule ville de Moscou, 64.000 élèves sont forcés de doubler leurs classes; à Leningrad 52.000; et 1.500 ont dû les tripler. A Bacou, le nombre des élèves russes qui ne réussissent pas dans leurs études s'élève à 20.000 sur 45.000; celui des élèves turks à 7.000 sur 21.000 (*Bakinski Rabotchi*, 15 janvier 37). De plus, nombre d'élèves désertent l'école.

« Au cours de ces trois dernières années, le nombre des *fuyards* atteignait 80.000 pour un établissement technique de l'U.R.S.S.. Pour l'institut pédagogique Kabardino-Balkare, les *fuites* sont de 24% et de 30% pour celui de Tchouvachine ». Le journal ajoute : « Les étudiants des instituts pédagogiques montre d'un analphabétisme des plus déconcertants. »

Au surplus, ces instituts ne parviennent à recruter, en R. S. F. S. R., que 54 % de la normale; en Russie Blanche, que 42 % ! en Tadjinstan, que 48 %; en Azerbaïdjan, que de 40 % à 64 %, etc...

La *Pravda* du 26 décembre 1936 nous informe que 5.000 enfants de la région de Gorki ne fréquentent point les écoles. De plus, le nombre des élèves ayant déserté l'école au bout de la première année serait de 5.984; de 2.362, au bout de la seconde, et de 3.012 au bout de la troisième. Evidemment, ceux qui persévèrent sont des as.

Pénurie de livres

Grande pénurie de livres de classe. Quant à ceux dont on doit se servir, ils fourmillent d'erreurs. La *Pravda* du 11 janvier 1937 s'indigne de voir les maisons d'éditions gouvernementales de Moscou et de Léninegrad publier des manuels inutilisables. L'Édition Pédagogique imprime une carte de l'Europe où l'Irlande trempe dans la mer d'Aral et es Iles d'Ecosse dans la Caspienne. Saratov quitte la Volga pour la Mer du Nord, etc...

Une table de multiplication est donnée sur la couverture des cahiers d'écoliers. On y apprend que : $8 \times 3 = 18$; $7 \times 6 = 78$; $5 \times 9 = 43$; etc.. (*Pravda* du 17 septembre 1936).

Et l'on comprend alors qu'en U.R. S.S. les comptables fassent un si constant usage des bouliers.

Les instituteurs

Si la fameuse liquidation de l'analphabétisme, tant admirée, tarde tant à s'accomplir, c'est aussi que les malheureux instituteurs travailleurs isolés, n'arrivent souvent pas à toucher leur maigre traitement et, pour vivre, sont obligés de s'employer à de tout autre soins que ceux de l'école. Les *Izvestia* du 1^{er} mars attribuent aux lenteurs bureaucratiques (ou à des détournements de fonds) ces non-paiements qui font s'élever à plus d'un demi-million de roubles la dette de l'Etat envers les instituteurs—pour la seule région de Kouy-bichev. Dans la région de Kharkov elle s'élève, cette dette, à 724.000 roubles, etc... De sorte que l'on se demande comment les instituteurs vivent encore et si, avant la liquida-

tion de l'analphabétisme, on n'assistera pas à celle du professorat.

Je voudrais que l'on ne s'y méprenne pas : je transcris à regret ces chiffres atroces. Il n'y aurait qu'à déplorer une situation si lamentable; mais je proteste lorsque votre mauvaise foi, cherche à nous présenter comme admirables des résultats nettement pitoyables.

L'ouvrier soviétique

L'ouvrier soviétique est attaché à son usine, comme le travailleur rural à son kolkhose ou à son sovkhose, et comme Ixion à sa roue. Si pour quelque raison que ce soit, parce qu'il espère être un peu mieux (un peu moins mal) ailleurs, il veut changer, qu'il prenne garde : enrégimenté, classé, bouclé, il risque de n'être accepté nulle part. Même si, sans changer de ville, il quitte l'usine, il se voit privé du logement (non gratuit, du reste) si difficilement obtenu, auquel son travail lui donnait droit. En s'en allant, ouvrier, il se voit retenir un important morceau de son salaire : kolkhosien, il perd tout le profit de son travail collectivisé. Par contre, le travailleur ne peut se dérober aux déplacements qu'on lui ordonne. Il n'est libre ni d'aller, ni de demeurer, où il lui plaît; où peut-être l'appelle ou l'attache un amour ou une amitié.

S'il n'est pas du Parti, les camarades inscrits lui passeront sur le dos. S'instruire au Parti, s'y faire admettre (ce qui n'est pas facile et demande, en plus de connaissances particulières, une parfaite orthodoxie et de souples dispositions à la complaisance) est la première et indispensable condition pour réussir.

Une fois dans le Parti, il n'est plus possible d'en sortir sans perdre aussitôt sa situation, sa place et tous les avantages acquis par un précédent travail; sans enfin s'exposer à des représailles et à la suspicion de tous. Car, pourquoi quitter un Parti où l'on était si bien ? qui vous procurait de tels avantages ! et ne vous demandait, en échange, que d'acquiescer à tout et de ne plus penser par soi-même. Qu'a-t-on tant besoin de penser (et par soi-même, encore !) quand il est admis que tout va si bien ? Penser par soi-même, c'est aussitôt devenir « contre-révolutionnaire ». On est mûr pour la Sibérie.

Délation

Un excellent moyen d'avancement, c'est la délation. Cela vous met bien avec la police, qui tout aussitôt vous protège, mais en se servant de vous; car une fois que l'on a commencé, il n'y a plus d'honneur ou d'amitié qui tienne : il faut marcher. Du reste, c'est un entraînement facile. Et le mouchard est à l'abri.

Lorsque, pour des raisons politiques, en France, un journal de parti souhaite de disqualifier quelqu'un, c'est à un ennemi de ce quelqu'un que, pour cette vile besogne, le journal s'adresse. En U.R.S.S. c'est au plus proche ami. On ne demande pas : on exige. Le meilleur éreintement, c'est celui qu'un reniement renforce. Il importe aussi que l'ami se désolidarise de celui qu'on veut perdre; et qu'il en donne des preuves (Contre Zinoviev, Kamenev et Smirnov, ceux que l'on dressera ce sont leurs camarades de la veille : Piatakov et Radek; on tient à les déshonorer avant de les fusiller à leur

tour.) Se refuser à ce lâchage, à cette lâcheté, c'est se perdre soi-même avec l'ami que l'on voudrait sauver.

On en vient à se défier de tout et de tous. Les propos innocents des enfants peuvent vous perdre. On n'ose plus parler devant eux. Chacun surveille, se surveille, est surveillé. Plus aucun abandon, aucun libre-parler, sinon au lit peut-être, avec sa femme, si l'on est bien sûr d'elle. Et X... s'amusait à prétendre que ceci suffisait à expliquer que les mariages fussent devenus si fréquents. L'on n'avait pas la même tranquillité avec les unions libres. Songez donc : des gens se sont vu condamner pour des propos rapportés à plus de dix ans de distance ! Et le besoin de s'épancher sur l'oreiller après cette intolérable contrainte de tout le jour, de tous les jours, devenait toujours plus pressant.

Pour se mettre à l'abri des dénonciations, le plus expédient, c'est de prendre les devants. Du reste, sont possibles d'emprisonnement ou de déportation ceux qui, ayant entendu des propos mal sonnants, ne les ont pas aussitôt rapportés. Le mouchardage fait partie des vertus civiques. On s'y exerce dès le plus jeune âge, et l'enfant qui « rapporte » est félicité.

Pour être admis dans ce petit paradis de Bolvhevo l'exemplaire, il ne suffit pas d'être un ancien bandit repentant; il faut encore avoir livré les copins complices. C'est un moyen d'investigation pour la Guépéou, cette prime accordée à la délation.

Du haut en bas de l'échelle sociale reformée, les mieux notés sont les plus lâches, les plus inclinés, les vils. Tous ceux dont le front se redresse

sont fauchés ou déportés l'un après l'autre.

Alors ce malheureux être traqué, que devient l'ouvrier soviétique dès qu'il n'est plus parmi les favorisés, affamé, laminé, broyé, n'osant même pus protester, même plus se plaindre à voix haute, est-il bien surprenant qu'il réinvente un Dieu et cherche issue dans la prière ? A quoi d'humain peut-il en appeler ?

Quand nous lisons qu'aux derniers officiers de Noël les églises étaient bondées, il n'y a pas là de quoi nous surprendre.

Dictature du prolétariat

Nous sommes de plus en plus loin de compte. De plus en plus, c'est « la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat ».

Car le prolétariat n'a même plus la possibilité d'élire un représentant qui défende ses intérêts lésés. Les votes populaires, ouverts ou secrets, sont une dérision, un crime : toutes les nomination, c'est de haut en bas qu'elles se décident, qu'elles se font. Le peuple n'a le droit d'élire que ceux qui sont par avance choisis. Le prolétariat est joué. Bâillonné, ligoté de toutes parts, la résistance lui est devenue à peu près impossible. Ah ! la partie a été bien menée, bien gagnée par Staline; aux grands applaudissements des communistes du monde entier qui croient encore, et croiront longtemps que, en URSS. du moins, ils ont remporté la victoire, et considèrent comme des ennemis et des traîtres tous ceux qui n'applaudissent pas. »

Le Congrès de l'Union des Associations pour la S.D.N. à Bratislava

(De notre envoyé spécial)

Du 28 juin au 3 juillet s'est tenu en Tchécoslovaquie, à Bratislava le XXI^e Congrès de l'Union des Associations pour la S. d. N. dont on connaît bien la profonde influence sur la vie internationale.

C'est aux Congrès de cette organisation que venait se cristalliser jusqu'à ces derniers temps l'opinion publique de tous les Etats soutenant l'institution genevoise. Non seulement tous les événements de la politique internationale trouvaient leur écho à ces Congrès, mais on y discutait encore avec passion les problèmes des minorités nationales d'Europe.

Il en est de même du Congrès actuel qui s'est déroulé dans une atmosphère tendue où l'on sentait passer ces effluves chargées de la situation internationale actuelle.

Le Congrès était patronné par le Président du Conseil des Ministres de la République Tchécoslovaque, M. Milan Hodza; M. le Ministre des Affaires Etrangères Camille Krofta était le Président d'honneur du Comité. Un certain nombre de fédérations avaient envoyé de nombreux représentants, parmi lesquels nous devons noter des personnalités de premier plan telles que l'ancien Premier Ministre français M. Paul-Boncour et l'ancien Ministre des Finances de la République Française, M.

Borel; l'ambassadeur d'Autriche Doumba et le Ministre Eichhof; le Ministre de Chine à Prague, M. Liang; le Ministre de Grèce Arguiropoulos; le représentant de l'Iran à Bern, Khan Eutesama. On remarquait à la tête de la délégation hongroise la femme de l'ancien premier ministre de Hongrie, Madame Esterhazy; à la tête de la délégation néerlandaise, l'amie bien connue des minorités ukrainiennes, Madame Baker-van-Bosse. La délégation roumaine était présidé par le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Pilat; la délégation turque — par le recteur de l'Université d'Istanbul, M. Emer; la délégation yougoslave — par le prof. d'Université, Joukovitch; la délégation tchécoslovaque — par le docteur Ina, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères. Parmi les Anglais nous devons citer le secrétaire général, Dr. Garnett, de la si active Association anglaise pour la S. d. N. et parmi les Japonais, le rédacteur, M. Ynagaki. On remarquait beaucoup la délégation hindoue qui prenait part pour la première fois aux travaux de l'Union. Les Allemands et les Italiens n'avaient pas envoyé de délégations.

La situation très difficile de l'émigration ukrainienne n'a permis à l'Association ukrainienne pour la S. d. N. que d'envoyer un seul représentant — son secrétaire général, M. le

Prof. Roman Smal-Stocki. Les Géorgiens eux aussi, n'ont envoyé qu'un représentant, M. Chavichvili, de Genève.

A l'ordre du jour du Congrès se trouvait toute une liste de suggestions et de propositions très importantes, ayant trait surtout à l'éducation de la jeunesse dans l'esprit de la S.d.N. par les moyens les plus modernes tels que la radio, le cinéma, la presse, les échanges internationaux. La plus grande attention a été prêtée à la revision des manuels scolaires, dont on voudrait bannir tout ce qui nuit à l'entente des peuples. La commission spéciale pour les minorités nationales avait à son ordre du jour plusieurs problèmes intéressants : une proposition autrichienne préconisant la création d'un Comité permanent pour les problèmes des minorités auprès de la S. d. N.; la proposition d'une aide gratuite pour les gens ayant perdu leur nationalité et enfin la question juive en Europe Orientale, posée par la délégation palestinienne. Les commissions économiques et sociales devaient discuter sur les questions des matières premières, des colonies, du commerce libre et de l'organisation de l'industrie. Mais l'attention générale se concentrait principalement sur l'ordre du jour des commissions législatives et politiques où se trouvaient les questions de la réforme de la S. d. N., de la garantie collective des frontières, de la lutte contre la guerre, du désarmement, de l'interdiction de la guerre chimique et bactériologique, de la création d'une police internationale sous l'égide de la S. d. N., de la non-reconnaissance des annexions (Mandchourie et Ethiopie), opérées contre le pacte de la S. d. N.;

de la réforme du calendrier, du drapeau de la S. d. N., et, entre autres, de la Géorgie, question posée par la délégation géorgienne.

Il faut d'ailleurs dire à ce sujet que depuis deux ans, depuis le moment de l'entrée de l'U. R. S. S. à la S. d. N. à Genève, la situation des Associations ukrainienne et géorgienne est devenue très difficile. Les Associations de l'Union pour la S. d. N. des Etats ayant introduit les bolcheviks à la S. d. N. essayent aussi dans l'Union pour la S. d. N. de mener la politique de leurs Etats, c'est-à-dire une politique dirigée avant tout contre les Ukrainiens et les Géorgiens, en tant que représentants des peuples opprimés par Moscou. Cet état d'esprit contre le rappel constant de l'oppression dont souffrent l'Ukraine et la Géorgie s'est beaucoup renforcée depuis le jour où les bolcheviks ont créé en Europe Occidentale, avec les socialistes, le soi-disant « front populaire », et où le sénateur belge, M. Rolin, avec lequel le Président de l'Association Ukrainienne pour la S. d. N., M. le prof. A. Choulguine se trouvait en discussion constante depuis deux ans à toutes les réunions des commissions et aux congrès de l'Union, s'est définitivement détaché en tant que leader du « front populaire » à l'Union pour la S. d. N.

C'est pourquoi les délégations ukrainienne et géorgienne du Congrès de Bratislava se sont trouvées dans une situation très difficile, d'autant plus que ce même sénateur Rolin, ennemi spécialisé des Ukrainiens et des Géorgiens avait été désigné, dès

l'année dernière, comme président du Congrès actuel.

Et c'est pourquoi, dès l'ouverture du Congrès, aussitôt après le discours de M. Paul-Boncour et du premier ministre Hodza, la discussion entre les Géorgiens et les Ukrainiens d'une part, et le Président du Congrès d'autre part prit une tournure acerbe. Le sénateur Rolin, en effet, sans prévenir le délégué géorgien, émit au bureau du Congrès une proposition tendant à écarter de l'ordre du jour le problème de la Géorgie. Il est probable que le « front populaire » n'avait pas jugé bon d'autoriser des discussions sur ce qu'il appelle arbitrairement les affaires intérieures de l'U.R.S.S. Le délégué géorgien ayant demandé la parole pour protester, le Président du Congrès ne lui octroya de façon insultante que cinq minutes pour exposer sa situation. Mais aussitôt après le délégué géorgien, le délégué ukrainien demanda la parole et soutenant son collègue géorgien en appela au Congrès en ces termes :

« Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs ! Je prends la parole pour soutenir de la manière la plus énergique le délégué géorgien et je le fais pour les raisons suivantes : Je considère tout d'abord que la question géorgienne est une des parties constitutives de la question des nationalités en U.R.S.S. et que la discussion de cette question doit jeter une vive lumière sur la situation de tous les peuples opprimés par Moscou, en premier lieu sur la situation de ma patrie, l'Ukraine et ensuite sur celle de l'Ingrie, de la Carélie, du pays Komi, de la Russie-

Blanche, du Turkestan, des Tatars de Crimée et de Kazan, de l'Idel-Oural, des Cosaques du Don et du Kouban, qui tous gémissent sous le joug moscovite. La situation de ces peuples dans un Etat, membre permanent du Conseil de la S. d. N., ne peut ne pas intéresser notre Congrès, car elle constitue un démenti brutal de tous les principes sur lesquels se base la S. D. N.

La situation de la Géorgie, de l'Ukraine et des autres peuples opprimés se trouve, être en outre, une des causes principales de l'extraordinaire tension internationale dont nous souffrons tous actuellement et dont l'incessante course aux armements est un indice désastreux qui nous promet une tempête inévitable et imminente.

En troisième lieu, tous les efforts pour empêcher l'explosion d'une guerre doivent se baser sur la justice. Il ne peut y avoir de paix durable sans une solution équitable du problème des peuples opprimés en U. R. S. S.

C'est pourquoi, continue en anglais l'orateur, j'en appelle tout d'abord à la délégation anglaise au sujet du « fair play » pour les peuples opprimés, et je proteste contre la décision du bureau, qui s'efforce de nous fermer la bouche ici, dans ce forum international. Si même les minorités malheureuses ont le droit de s'exprimer ici, notre Congrès a donc encore bien plus l'obligation d'écouter les revendications si fondées des majorités opprimées ».

Le député Siulé, représentant de la minorité hongroise en Tchécoslo-

vaquie, soutint lui aussi les Géorgiens et les Ukrainiens. M. Rolin arrêta la discussion en proposant un vote nominatif par pays. Mais il s'éleva aussitôt des difficultés, chacun comprenant qu'un échec de la proposition de Rolin sur la Géorgie pourrait déterminer une crise de la présidence même du Congrès. C'est pourquoi un grand nombre de délégations vota pour cette raison, pour la proposition du Bureau. Et malgré tout la proposition de Rolin ne recueillit que 90 voix contre 63 pour la proposition géorgienne. Et parmi ces 63 voix on remarquait, avec celles de la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, les Pays-Bas et la Lettonie, celles de la France. Et c'est ainsi que cette discussion animée dans la salle comble du Congrès attira l'attention de toute la presse et de tous les délégués sur le problème de l'Ukraine et de la Géorgie et que cet incident trouva un ample écho le jour suivant dans toute la presse.

On en vint ensuite aux travaux de la commission. Le troisième jour du Congrès s'ouvrit une séance plénière présidée par le remplaçant du Président du Congrès, l'ambassadeur tchèque actuel à Varsovie, M. le ministre Slavik. Et nous devons souligner ici son objectivité parfaite dans la conduite de la séance.

C'est à cette réunion que le délégué ukrainien, après les délégués du Japon et de la Turquie, rendit compte de l'activité de l'Associations des émigrés ukrainiens pour la S. d. N. en soulignant les conditions matérielles si difficiles dans lesquelles vit et travaille notre émigration. Ensuite on arriva sur l'ordre du jour à la

protestation de la délégation géorgienne contre la décision de faire passer la Géorgie du rang de membre actif de l'Union à celui de membre adhérent, ce qui restreint ses droits de vote. L'affaire consiste en ce que, l'année dernière, au Congrès de Glasgow en Angleterre, les partisans des Soviets étaient parvenus à faire introduire des changements dans le Statut de la Fédération, changements tendant à enlever à l'Ukraine et à la Géorgie l'égalité des droits. Cette transformation divise les membres de la Fédération en deux catégories, dont la première se compose des Associations dont les Etats sont membres de la S. d. N. à Genève, et la seconde des Associations des peuples sans Etat auxquels on joint les émigrés. La Géorgie avait émis contre cette décision une protestation qui devait s'exprimer cette année à ce plénum du Congrès. Le délégué ukrainien prit la parole et dans un long discours en anglais éclaircit le problème et la situation de l'association des émigrés ukrainiens pour la S.d.N. et demanda que la question de l'égalité des droits des associations Ukrainienne et Géorgienne pour la S. d. N. soit inscrite comme un point séparé à l'ordre du jour du Congrès suivant, qui doit avoir lieu en 1938 à Copenhague. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité. Le délégué ukrainien avait encore reçu du Conseil de l'Association la mission de soulever au Congrès la question de l'interdiction de la langue ukrainienne en Ruthénie Subcarpathique. C'est pourquoi il se mit en contact personnel avec le Président de l'Association tchèque pour la S. d. N., le Dr Ina, il lui mon-

tra toute sa documentation (presse ukrainienne de Ruthénie Subcarpathique, quelques numéros de la « Parole Ukrainienne », de la « Force nationale », de « Terre et Liberté » et des articles du journal « Dilo ») il attira son attention sur la grande inquiétude qui règne dans tous les milieux ukrainiens et sur le grand nombre de réunions organisées en Ruthénie Subcarpathique, et souligna qu'il intervenait au nom de l'Association Ukrainienne pour la S.d.N. Le problème reçut la solution suivante : le délégué ukrainien transmit, par l'intermédiaire du Dr Ina, la lettre ci-dessous à l'Association tchèque pour la S. d. N., lettre à laquelle il reçut la réponse dont nous donnons plus loin le texte

Monsieur le Président de l'Association tchèque pour la S.D.N.,
Monsieur le Conseiller Dr Ina.

Monsieur le Président,

Au nom de l'Association Ukrainienne pour la S.D.N. je me permets de porter à votre connaissance les faits suivants : Le 13 Juin a eu lieu à Uzhorod une manifestation au sujet des manuels dans les écoles de Ruthénie Subcarpathique, réunion dans laquelle 1700 délégués, dirigés par les leaders bien connus, Augustin Volochine et l'avocat Brachtchaïko, ont protesté contre la décision du Ministère de l'Education publique, imposant aux écoles des manuels en langue russe.

Cette décision du Ministère, telle qu'elle est exprimée dans la résolution adoptée, est absolument contraire au traité de paix, dans lequel

le peuple vivant en Ruthénie Subcarpathique est nettement dénommé, dans le texte français, « ruthène et non russe ».— Cette décision du Ministère est absolument contraire aussi aux conclusions de l'Académie des Sciences tchèque, qui déclare que le peuple vivant en Ruthénie Subcarpathique est le peuple « petit-russien » c'est-à-dire « ukrainien », ce qui implique pour l'enseignement l'usage de la langue « petite-russienne » ou ukrainienne.

C'est pourquoi l'Association ukrainienne pour la S. D. N. considère comme son devoir d'attirer votre attention sur ces faits, qui sont un attentat aux droits de la minorité ukrainienne dans la République Tchèque.

« L'Association Ukrainienne pour la S.D.N. s'adresse à l'Association tchèque pour lui demander de bien vouloir user de son influence sur le Gouvernement tchèque pour protéger et sauvegarder les droits du peuple ukrainien en Ruthénie Subcarpathique.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs

Docteur Roman Smal-Stocky.

**

Monsieur le Professeur d'Université Docteur Roman Smal-Stocky.

Monsieur le Professeur,

J'ai reçu votre lettre du 29 courant et j'ai l'honneur de vous faire savoir

que je la présenterai devant le Conseil de l'Association tchèque pour la S.D.N., qui l'examinera certainement avec le plus profond intérêt.

En principe je puis déjà vous assurer — et je vous prie d'avoir la bonté de bien vouloir le communiquer à ceux qui vous ont chargé de me transmettre votre plainte — que l'Association tchèque pour la S.D.N., en dehors même de votre plainte, a toujours réprouvé tout attentat aux droits des populations autochtones, et cela bien entendu partout, et par conséquent aussi en Ruthénie Subcarpathique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs et de recevoir mes salutations amicales.

Docteur *Jan Yna*.

Entre temps, les Commissions continuaient à travailler activement, résolvant les questions posées. Le problème ukrainien réapparut encore une fois lorsque se posa la question des annexions. Le délégué polonais, M. Lipatsevitich, exigea que l'on joignit à l'Ethiopie et à la Mandchourie la question de l'Ukraine. Mais cette proposition ne fut pas adoptée et n'eut comme résultat que de faire rayer la Mandchourie de la liste des problèmes inscrits dans la question générale des annexions.

Mais la journée la plus chaude fut la dernière du Congrès, que présida à nouveau le sénateur Rolin. Dans toute une série de résolutions adoptées, la plus digne d'attention fut celle à propos des minorités, demandant la généralisation des droits des minorités dans tous les pays, et ap-

prouvant l'ouverture d'une enquête sur la situation juridique et de fait des minorités dans les différents pays.

Cette proposition avait été émise à l'origine par le Président du Comité Anglo-Ukrainien, lord Dickenson, et c'est pourquoi les assistants décidèrent de lui envoyer un télégramme de félicitations.

La plus grande attention se concentra sur le projet de réforme de la S.D.N., projet dans lequel le principe du maintien des frontières actuelles joue un rôle très important. Sur cette question encore, le délégué ukrainien prit la parole, successivement en allemand, en anglais et en tchèque :

« Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs ! Je prends la parole pour vous décrire la situation de principe de l'Ukraine opprimée par Moscou, avant le projet de réforme de la S.D.N. »

A cet instant, le Président Rolin interrompa tout à coup l'orateur par ces mots : « Monsieur le délégué, vous désirez certainement encore nous parler de l'occupation de l'Ukraine, mais nous n'avons pas le temps de nous en occuper ».

— « Monsieur le Président, répond le délégué ukrainien, si nous avons le temps pour des banquets, des raouts et des réceptions, je puis bien vous prier de le prendre aussi pour écouter quelques données sur la situation tragique de l'Ukraine et pour apprendre un peu son état avant la réforme de la S.D.N.

« Ainsi, Mesdames et Messieurs,

l'Ukraine, comme tous les peuples opprimés par Moscou, est, au plus haut point, intéressée dans les projets de réforme de la S.D.N. Car c'est par cette voie que notre nation espère obtenir d'une manière pacifique une amélioration de sa situation difficile.

« Mais je dois attirer votre attention sur la différence fondamentale qui nous sépare, sur la différence entre la situation actuelle de l'Ukraine et le projet de M. Rolin.

« Le projet de M. Rolin donne le plus d'importance au maintien des frontières actuelles des pays membres de la S.D.N. et cela signifie pour nous le maintien des frontières de l'U.R.S.S., qui a fait occuper, après une guerre sanglante par les troupes moscovites notre patrie, au moment même où notre pays adressait à la S.D.N. une demande d'admission.

« C'est pourquoi, nous autres Ukrainiens, nous ne pouvons accepter le principe du maintien des frontières de l'U.R.S.S. et c'est pourquoi je déclare qu'une réforme quelle qu'elle soit de la S.D.N. ne peut se baser sur le principe du maintien des frontières de l'Europe Orientale, mais seulement sur celui du maintien du droit des peuples de l'U.R.S.S. à disposer librement d'eux-mêmes et à vivre en Etats libres. C'est une faute tragique de la démocratie de l'Europe Occidentale que de vouloir baser une paix durable sur le maintien des frontières soviétiques. Car qui sera donc votre allié en Orient, Messieurs ? Votre seul allié sera alors le Parti Communiste, ce parti qui a instauré le régime le plus sanguinaire de l'histoire universelle, et

qui, dans sa lutte intérieure incessante contre les peuples qu'il opprime, a descendu la pente jusqu'à venir demander à la S.D.N. de Genève de le protéger contre ces mêmes peuples opprimés.

« Pensez donc, Mesdames et Messieurs, pensez à ce que ce plan projeté pour la paix de l'Europe doit comprendre de garanties pour le maintien des frontières de notre prison.

« C'est une chose inconcevable, que le projet de M. Rolin exige de chaque ukrainien ou de chaque géorgien, qu'il trahisse, pour être considéré comme un bon européen, toutes les injonctions de son Gouvernement à l'émigration, qu'il trahisse sa patrie, qu'il trahisse la démocratie.

« C'est une chose inconcevable que d'oser souhaiter aux peuples opprimés de l'Europe Orientale, comme l'a osé Monsieur Paul Boncour, le maintien des frontières soviétiques, lorsque les Français proclament chez eux comme principe fondamental la belle devise d'« honneur et patrie ».

« C'est pourquoi je déclare que toutes les réformes de la S.D.N., que tous les projets pour la paix de l'Europe, ne sont possibles que s'ils sont basés sur l'intégrité totale, sur le respect parfait des droits naturels des peuples, aujourd'hui opprimés par Moscou.

« La situation de notre pays est comprise par tous les vrais européens et tous les vrais démocrates. Je rappellerai seulement que le Président actuel de la République Suisse, Mr Motta, n'a pas craint, au moment des discussions sur l'admission des bolcheviks à la S.D.N., de mettre

en garde la S.D.N. au nom de la Suisse, contre le danger qui réside dans l'oppression de l'Ukraine et de la Géorgie.

« C'est cet avertissement que je vous rappelle maintenant, Mesdames et Messieurs, et je vous déclare que les projets de M. Rolin ne peuvent avoir comme résultat qu'une paix construite sur le sable, ou pour mieux dire sur de la dynamite, car nos peuples opprimés le deviendraient bientôt pour elle.

« Le peuple ukrainien, continue le conférencier, passant de l'allemand à l'anglais, ne peut accepter le principe du maintien des frontières soviétiques, car celui-ci s'oppose au droit que possède l'Ukraine à une existence indépendante en tant qu'Etat.

« C'est en vérité une ironie du destin que cette paix merveilleuse promise par la S.D.N. doive se faire de telle manière qu'elle instituerait pour toujours en Europe Occidentale le paradis démocratique, tandis qu'elle éterniserait en Europe Orientale l'existence de l'enfer de la dictature de Staline et de la prison des peuples. C'est pourquoi je vous déclare clair et net, Mesdames et Messieurs, au nom de tous les peuples de Prométhée, que si les démocraties occidentales ne se considèrent pas comme intéressées dans la défense des droits des peuples opprimés par Moscou, nous, Ukrainiens, et tous les autres peuples opprimés par Moscou, nous ne nous considérons pas comme intéressés dans le maintien des frontières de ces Etats.

« Pour que vous, nos amis Anglais, le compreniez mieux, je vous don-

nerai un exemple et vous demanderai : le modeste professeur Masaryk d'alors était-il intéressé au moment de la guerre mondiale au maintien des frontières de l'Empire austro-hongrois ? Et pourtant personne ne lui refusera le nom de vrai européen et de vrai démocrate.

« De même, Messieurs les délégués anglais, nous autres, peuples de l'Europe Orientale, nous sommes plus ou moins les élèves de Masaryk, nous menons depuis plus de 20 ans une guerre sanglante contre l'Empire communiste international et ne cesserons jamais notre lutte pour l'indépendance et pour la démocratie. C'est pourquoi les Anglais rendront un grand service à la paix mondiale, s'ils ne fermaient pas les yeux sur l'existence trop réelle de cette lutte sanglante à l'Est et s'ils employaient la grande expérience qu'ils doivent à la question irlandaise pour éviter une nouvelle catastrophe à l'Europe, en exigeant ouvertement de Staline le retrait des troupes d'occupation de l'Ukraine.

« Car l'Irlande n'était qu'une bien petite question en face de la grande question irlandaise de l'Europe Orientale, posée par plus de 80 millions de peuples organisés en « Prométhée ». Avant que de rendre justice à ces peuples, l'Europe ne connaîtra pas la paix.

Comprenez-nous, s'exclame l'orateur, cette fois-ci en tchèque, et comprenez ce qui se passe à l'Est. Devant nous, peuples opprimés de l'Europe Orientale se pose ainsi le dilemme : Masaryk ou Staline ? L'indépendance et la libre disposition d'eux-mêmes de nos peuples, ou la dicta-

ture et le joug moscovite ? Aucun de vous n'hésiterait dans le choix à notre place. Nous de même nous lutons implacablement pour notre droit. C'est pourquoi, amis tchèques, ne vous laissez pas troubler par les médisances bolchéviques sur le mouvement national ukrainien; n'oubliez pas que le gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne vous a fourni des armes pour votre célèbre campagne de Sibérie, souvenez-vous que « la foudre et l'enfer de Staline sont vains contre la volonté du peuple ukrainien de construire son Etat national et rappelez-vous la devise inscrite au blason de votre pays « La vérité vaincra ».

L'orateur termine en affirmant qu'il ne tire aucune conclusion, mais qu'il donne seulement un avertissement sous la forme de ces déclarations ».

Un tonnerre d'applaudissements récompensa le délégué ukrainien. Après lui, le délégué géorgien prit la parole pour se solidariser entièrement avec la mise au point précédente. De cette manière et malgré la décision du sénateur Rolin, le délégué ukrainien conquiert pour l'affaire ukrainienne une place importante dans ce forum international.

Ce qui caractérisa tout le Congrès c'est que tous les discours aux réceptions du soir organisées par différentes organisations ou par les représentants d'Etat, furent prononcés en slovaque. En général d'ailleurs, la Tchécoslovaquie n'est pas loin d'une solution du problème linguistique et deviendra peut-être une deuxième Suisse. Le Premier Ministre, Monsieur Hodza, lui-même dans son discours, s'exprima un moment en allemand, prenant en considération l'existence d'une minorité allemande en Tchécoslovaquie. L'absence de représentants de la presse ukrainienne de Ruthénie Subcarpathique produisit très mauvaise impression. Il est étrange aussi que les Ukrainiens de Ruthénie Subcarpathique n'aient pas encore organisé jusqu'à ce jour une Association pour la S.D.N. L'Association tchèque pour la S.D.N. comprend d'ailleurs aussi des groupes des différentes minorités Associations allemande, hongroise et juive — tandis que les Ukrainiens de Ruthénie Subcarpathique n'ont point encore compris la valeur de cet important facteur international.

N. N.

Le centralisme national comme garantie du succès

Dans l'un des derniers numéros de notre journal M. Djavan, dans l'article « Deux alternatives » a examiné une fois de plus la question soulevée par nous : devons-nous en présence de nos diverses conceptions et structures nous baser sur la multiplicité de nos tribus et stabiliser ainsi, voire même accentuer cette situation ou bien, prenant en considération notre communauté de vues dans beaucoup de branches de la vie usuelle et spirituelle, renforcée par une origine commune et par des liens consanguins, nous en tenir au principe d'une volonté nationale unique ? Devons-nous enfin créer, non un Etat constitué par l'union de tribus ou de peuples, mais un Etat de nations unique bien que complexe ? A ce propos, Djavan écrit : « Dès le début, nous avons toujours estimé que la base de toute conception pratique dans les questions de politique nationale au Caucase du Nord devait reposer non sur les principes du particularisme tribal, mais bien sur le nationalisme. Le problème national du Caucase du Nord n'a jamais été considéré par nous comme un problème qui n'intéresse que certains peuples ou tribus, unis aux fins de buts tactiques pour la réalisation d'une vague tâche politique commune. Le problème touchant à notre renaissance nationale a toujours été pour nous un problème de nation nord-caucasienne unique dont les aspirations tendent à faire triompher

le droit à son indépendance et à son existence ».

Tout en acceptant les idées et suggestions de M. Djavan, nous pensons qu'il est nécessaire d'ajouter autre chose encore à ce qu'il a exprimé dans l'article dont il vient d'être parlé.

D'après nous, la situation géopolitique du Caucase du Nord et les conditions générales dans lesquelles il se trouve, sans parler du moment historique actuel et des tendances idéologiques qui y sont liées, tendances qui détruisent jusque dans leurs fondements les anciennes conceptions et doctrines nous mettent dans une telle situation exceptionnelle que non seulement il faut se garder de baser l'idée de la renaissance nationale sur un particularisme tribal, mais bien se mettre dans la tête que l'idée même d'un tel particularisme est dangereux pour notre cause nationale commune.

Par lui-même, le particularisme tribal indique l'existence de tendances à la dissociation des forces qui, chez nous, dans le nord du Caucase pensent, à condition d'être soutenues par les ennemis déclarés ou cachés de notre indépendance à se transformer en tendances politique ouvertes lesquelles s'efforceront de constituer des formations nationales distinctes avec les différentes tribus pour créer dans leur ensemble une nation nord-caucasienne.

Le particularisme tribal deviendra une arme effective dans les mains de nos ennemis séculaires qui, avec leur appui susciteront des antagonismes entre tribus, grâce auxquels, ils s'efforceront de désagréger la nation nord-caucasienne, incomplètement cimentée.

Mais la désagrégation de la nation nord-caucasienne entraîne le sabotage de l'idée d'Etat nord-caucasien. Privée de sa base sous forme d'unique volonté nationale, cette dernière est irrévocablement condamnée à disparaître.

Si l'on consulte l'histoire du Caucase du Nord aux principaux moments de son développement, nous verrons qu'au cours de plusieurs siècles elle porte l'empreinte de la lutte incessante entre deux tendances politiques qui, avec des chances tour à tour différentes, s'efforcent de se supplanter l'une l'autre.

L'une de ces tendances, résultat de l'instinct d'Etat-constructif naturel et entièrement sain de groupes ethniques individuels nord-caucasiens, groupes avancés, et jouant de ce fait un rôle prépondérant, s'efforçait d'unir ces tribus disparates dans le cadre d'un seul Etat pour ne former qu'une seule et même nation.

Il en fut ainsi à l'époque des Alains, des Khazars, à l'époque où l'élément adighé dominait, et enfin au temps de Mansour, de Kazi-Mahomet, de Hamzat-Bek et surtout, du grand Chamyl. L'autre tendance, toujours et partout inspirée et développée par des forces étrangères au Caucase du Nord poursuivait des buts contraires : elle s'efforçait de dissocier, de désagréger la popula-

tion nord-caucasienne en tribus, d'empêcher le processus naturel de fusion des tribus apparentées, liées entre elles par les liens indissolubles communs d'un même sort historique et par des intérêts politiques et moraux.

Le point culminant de la lutte entre ces deux tendances fut atteint au cours des guerres légendaires qui mit aux prises, deux siècles durant, le Caucase du Nord et Moscou, lorsque la deuxième tendance, la tendance de dissociation reçut l'appui d'un riche et puissant protecteur en la personne de l'Etat moscovite. Cet Etat, comme on sait, s'efforçait de son mieux d'affaiblir la résistance des tribus nord-caucasiennes pour mieux se saisir des richesses du Caucase.

Mais vers l'année 1830, le génie de l'Islam, Chamyl donna une base solide aux tendances unificatrices en créant, dans les conditions difficiles de lutte inégale un type-modèle d'Etat unifié nord-caucasien gouverné sur les bases des normes juridiques contemporaines, adoptées à la réalité nord-caucasienne de l'époque. Ce n'est pas en vain que la personnalité du grand Imam est le symbole de l'unité nord-caucasienne. Si, à l'époque, la conscience d'une communauté nationale n'avait pas existé dans le Caucase du Nord, le génie de Chamyl se serait avéré incapable de résister aux tendances centrifuges, d'opposer à l'influence de désagrégation venant du nord l'idée constructive d'une communauté nationale. La conscience d'une communauté nationale fut la base sur laquelle se constitua l'Etat de Chamyl.

Le tsarisme, installé au Caucase

continua son travail de désagrégation. Dans cette voie se sont à leur tour engagés les bolchéviks qui eux, ont profité, dans leur politique des nationalités des méthodes éprouvées déjà avant eux par le tsarisme. Tout comme ce dernier, le régime soviétique essaie de dissocier. La division du territoire nord-caucasien en toute une série d'unités administratives constituées arbitrairement, le développement artificiel des particularités tribales locales et des divers dialectes sont autant de formes de dissociation mises en pratique par les bolchéviks. De ce fait l'idée de particularisme tribal qui présente un grand danger même pour les nations entièrement stables, ayant une vie indépendante n'est pas acceptable pour une nation nord-caucasienne, en plein processus de lutte pour son indépendance. Il faut convenir que cette idée au Nord du Caucase n'a pas réussi à l'examen historique et notre histoire l'a irrémédiablement condamnée comme destructive en tant que conception politique dans le Caucase du Nord.

Sans rejeter l'idée de particularisme tribal-provincial tout en lui opposant l'idée de centralisme national créateur, nous devons repousser le système de fédéralisme en tant que forme de structure politique répondant le mieux au principe du particularisme et accepter à sa place l'idée d'Etat unitaire plus parfait et en tant que base la plus solide pour l'organisation politique du peuple.

Le particularisme tribal est intimement lié au fédéralisme auprès duquel non seulement il se développe avec succès, mais encore auprès duquel il se confond pour deve-

nir en fin de compte un nationalisme provincial susceptible de menacer l'unité et l'intégrité de l'Etat. C'est pourquoi le fédéralisme ne saurait être notre idéal politique pas plus qu'il ne saurait répondre à nos aspirations politiques sur les bases desquelles reposent les opérations pratiques des patriotes nord-cauciens.

On admet d'ordinaire que le fédéralisme qui est un moyen, grâce auquel s'opère l'union de groupements humains dispersés, est une des étapes sur la voie qui mène à l'intégralité politique des groupements divers ayant pris conscience de la communauté de leurs intérêts et de leur destin historique. Mais en réalité le fédéralisme n'est pas la seule théorie politique qui proclame que la structure fédérale représente toujours et dans tous les cas un des stades d'évolution des formes politiques intermédiaires entre la dissociation et l'entière union. La structure fédérale dans chaque cas historique concret peut avoir une signification particulière, un caractère spécifique selon qu'elle joue le rôle de facteur unificateur, qu'elle poursuit des buts visant au groupement, à des accords, à des ententes ou qu'elle concourt à morceler, à créer des conditions de démembrement d'une unité déjà existante. La science par exemple distingue toute une variété de structures fédératives : territoriale-provinciale, professionnelle-économique, nationale-étatiste et internationale. S'appuyant sur une expérience vitale la science considère que la structure qui répond le mieux à son but est la dernière, c'est-à-dire le fédéralisme international autour duquel viendraient se grouper des Etats indépen-

dants ou des nations individuelles. Dans certains cas même, le système fédératif n'atteint pas le but poursuivi et, conséquemment, ne trouve aucune justification.

La faiblesse d'un régime fédératif avait été déjà soulignée par Napoléon qui estimait que le fédéralisme « affaiblit les grands Etats en divisant leurs forces ». Mais ce trait négatif des groupements fédératifs a été souligné bien davantage par un connaisseur et partisan du fédéralisme, Tocqueville qui disait : « Nul plus que moi ne peut se rendre compte des avantages du système fédéral. Je vois en lui l'une des plus puissantes combinaisons en faveur du bien-être et de la liberté de l'humanité. J'envie le sort des nations qui ont le bonheur d'en jouir, mais je me refuse à croire que les peuples faisant partie d'une fédération puissent longtemps lutter, à égalité de forces, contre une nation dont le pouvoir se trouve centralisé ». Cette dernière théorie, si avantageusement mise en relief par Tocqueville acquiert, dans la situation du Caucase du Nord une importance de premier plan. Si l'on oppose un système fédératif pour le Caucase du Nord au système accepté par notre ennemi extérieur, aux forces immensément supérieures aux nôtres, en cas de guerre avec lui, nous nous trouverons dans une situation désavantageuse. La cause en est, du fait avant tout, de l'absence dans les fédérations, d'un ferme pouvoir central, susceptible de porter la mobilisation générale des forces nationales à un maximum de tension, sans préjudice pour l'intégralité et la puissance de la fédération. Le système fédératif,

basé entièrement sur des accords et sur des concessions mutuelles entre Etats, cantons, provinces, tribus, etc., est en quelques sorte un habituel compromis lequel se distingue par une extrême sensibilité et fragilité qui fait qu'il ne possède point cette force, cette stabilité qui caractérisent l'Etat unitaire. Pour son existence et son fonctionnement normaux ce système a besoin de conditions spéciales parmi lesquelles une attention particulière est portée sur l'égalité territoriale et quantitative des parties fédérées ou des tribus, des nations, etc. Ce système exige de la population une conception de droit fort développée, lié à des coutumes innées d'obéissance aux lois en général et à des décisions de justice fédérale chargée de résoudre les conflits entre les autorités centrales et locales en particulier. La complexité et la confusion du pouvoir du fait de la distribution de ce pouvoir entre les organes gouvernementaux alliés et locaux et du fait des incessantes frictions nées de cette situation qui aggrave les rapports entre gouvernements d'Etats, de cantons et de provinces d'une part et les organes centraux et les gouvernements locaux. Cette situation contribue non seulement à annihiler tout travail d'ensemble en temps de paix, mais encore nécessite une dépense improductive d'énergie et de forces qui, en temps de guerre ne peut pas ne pas influencer un faiblissement de la résistance et de la stabilité de l'Etat fédératif.

Prenant la réalité caucasienne en considération, nous pensons que le fédéralisme en tant que forme d'organisation politique susceptible de

grouper quatre nations caucasiennes peut être pour nous un idéal politique, acceptable sans aucune réserve. Par contre, point n'est besoin d'instituer des principes de fédéralisme (de tribus ou tout autre) dans le Caucase du Nord, parmi les nations nord-caucasiennes pour lesquelles la forme d'organisation transitoire et imparfaitement stable d'Etat ne peut servir, en aucun cas, d'idéal politique.

Il nous semble que pour le Caucase du Nord le fédéralisme ne répond pas aux exigences qui peuvent être formulées, à l'avenir, à la nation nord-caucasienne. Dans les conditions où elle sera obligée de procéder à l'organisation de sa vie politique et indépendante, il est douteux qu'il soit opportun de parler de particularisme tribal et de fédéralisme qui en est le satellite en tant que forme grâce à laquelle ce principe se réalise on ne peut mieux. En présence de puissants ennemis extérieurs, prêts à profiter de nos points faibles et des particularités tribales, chaque expérience politique peut se révéler dangereuse pour l'existence de la nation, et l'on ne saurait s'en occuper sans risquer de perdre l'indépendance. La nation n'est pas encore suffisamment forte, consolidée et ne peut par conséquent se mettre à résoudre les problèmes d'une importance exceptionnelle qui se posent devant nous et qui exigent de notre part une haute préparation politique aussi bien qu'une tension maxima des forces dans les conditions d'une structure d'Etat incomplète et surtout, en présence d'un pouvoir central déjà faible.

La nation nord-caucasienne n'a

pas le temps de s'arrêter à des étapes transitoires. Au moment opportun il lui faudra suivre l'exemple de la nation italienne et choisir une telle structure d'Etat qui lui permette dans le plus court délai de s'organiser et de créer des conditions de développement normal et d'existence à l'abri du tout danger. Il faut croire que ce système politique ne sera pas soumis à des principes de particularisme tribal, ni lié à un étroit fédéralisme, privé de par sa nature de cette force, de cette stabilité dont aura tant besoin l'Etat nord-caucasien.

L'idée de fédéralisme ne peut triompher chez nous que dans le cas où nous contesterions l'existence d'une nation nord-caucasienne. En ce cas, la forme fédérative peut être l'objet d'une discussion; elle peut se justifier au cours de l'examen de la question touchant à la forme de la structure de l'Etat nord-caucasien. Mais si, par contre, nous admettons l'existence d'une nation nord-caucasienne, reconnue par tous les milieux nationaux du Caucase du Nord, nous devons en venir à la déduction logique que la meilleure forme de structure politique pour nous sera, non pas le fédéralisme, comme certains le prétendent, mais un système d'Etat unitaire, avec peut-être décentralisation administrative et certaine autonomie pour les diverses provinces qui en feront partie.

L'absence d'une langue nationale commune ne permet cependant pas de douter de l'existence de la nation qui possède, à l'exclusion de ladite langue, tout ce qui est nécessaire pour justifier son existence. La lan-

gue, ainsi que nous l'avons maintes fois répété, a une grande importance dans la vie d'une nation; cependant son utilisation par tous les membres d'une nation n'est pas la condition indispensable sans laquelle l'existence d'une nation devient problématique.

L'on ne saurait approuver non plus ceux qui estiment nécessaire, pour la création d'une nation, la présence prolongée des parties qui la composent dans les limites d'une formation d'Etat. De même que des signes objectifs ne justifient pas uniquement la constitution d'une nation, de même la présence prolongée à l'intérieur d'une formation d'Etat des parties qui la composent ne sont pas des conditions indispensables sans lesquelles une nation ne pourrait être constituée.

Ainsi, la substance d'une nation est constituée par des facteurs subjectifs, par des éléments d'ordre psychologique et spirituel. Les particularités caractéristiques se retrouvent dans la conscience née dans l'esprit des gens au cours d'une longue période historique. Cette conscience d'une communauté de culture et de civilisation qui transforme un groupe déterminé en un tout naturel solidaire dans les idées et les sentiments, s'exprime extérieurement sous forme d'une volonté unique et d'aspirations tendant à construire sa vie politique dans le cadre d'un Etat indépendant commun.

L'on peut maintenant se demander si la conscience d'une communauté spirituelle et d'une particularité nationale propres à la population du

Caucase du Nord existe réellement ? Cette population a-t-elle conscience que le devoir impose de servir une cause commune, une volonté nationale unique ? A-t-elle le désir de régulariser, de légaliser cette cause en constituant un Etat indépendant ? Point n'est besoin, ce nous semble de répondre à ces questions, d'autant plus que l'histoire même du Caucase du Nord se charge de répondre. Les plus glorieux moments de cette histoire coïncident précisément avec l'époque caractérisée par un formidable développement de la conscience nationale de la population et par la lutte pour l'indépendance nationale.

La nation nord-caucasienne s'est depuis longtemps, formée, mais elle n'a pas encore atteint son plein développement. La cause en est aux conditions toutes spéciales qui sont le résultat inévitable de la situation géographique du Caucase. Ce dernier en effet se trouve sur la voie naturelle et historique des migrations des peuples et des processus historiques en plein développement dans cette partie du globe.

Au temps du tsarisme aussi bien qu'en ce moment, sous le régime soviétique, le système colonial administratif et politique de morcellement national des peuples asservis ne permettait pas de régulariser les formes extérieures du processus réalisé de consolidation nationale du Caucase du Nord.

Est-ce à dire que nous qui avons l'entière possibilité d'apprécier en toute objectivité et à sa valeur, l'ambiance actuelle, qui pouvons librement analyser la marche des processus historiques, prendre en considération les expériences faites au cours des siècles passés, dans la vie non seulement de notre peuple, mais dans celle des autres peuples aussi, principalement de ceux ayant une histoire semblable à la nôtre, devons nous en tenir aux principes du particularisme tribal lors de la solution du problème de notre avenir national ? Qu'est-ce qui est mieux ? Aller de l'avant avec l'esprit du temps en s'adaptant aux exigences du moment, aller sur les chemins qui conduisent infailliblement vers la réalisation, la plus rapide -et la moins malade-, des buts envisagés par nous ou bien suivre la voie de nos plus mortels ennemis, revenir en arrière et rétablir l'époque par nous parcourue du particularisme tribal ?

Nous pensons qu'il n'est rien de meilleur que *usus est magister optimus*; c'est pourquoi, prenant en considération la plus riche expérience de l'histoire, il faut aller de l'avant et s'efforcer de parcourir la distance qui nous sépare des autres puissances, dans le plus bref délai possible.

Nous devons au nom de la réussite de notre cause nationale, en présence de toute construction théorique, de tous actes pratiques, nous en tenir, non pas au principe d'un nationalisme tribal-provincial, pas plus qu'à un fédéralisme national-dissociant, reflet d'aspirations particulières, mais du principe de centralisme national en tant que forme d'existence d'Etat la plus effective, la plus stable.

B. BILATTI

L'éducation nationale en Ukraine au temps de Catherine II

C'est avec le plus grand plaisir que nous publions l'article de M. le Prof. S. Siropolko, ancien Ministre de l'Instruction Publique de la République Démocratique Ukrainienne, pédagogue très connu et auteur d'une « Histoire de l'école en Ukraine ».

J'ai l'intention, dans cet article, d'étudier la situation de l'éducation nationale dans l'Ukraine russe, au temps de Catherine II; je voudrais montrer quelle fut la situation de cette éducation nationale avant la réforme faite par Catherine II, glorifiée comme « patronne des libertés » et « mère adorée du peuple » par les historiens et les poètes russe. Je voudrais encore montrer quels étaient les desiderata sur la question de l'éducation nationale, dictés par les Etats Ukrainiens dans leurs « mandats » aux délégués élus pour siéger à la « Commission législative » de 1767, et enfin quelle a été l'influence de la réforme de l'éducation nationale faite par Catherine II, sur le développement de l'éducation nationale en Ukraine.

L'école la plus connue d'Ukraine fut, au temps de Catherine II, tout comme auparavant, l'Académie de Kiev. Bien qu'en 1689 la théologie ait été introduite dans son programme, l'Académie de Kiev conserva à son enseignement son caractère universel et resta toujours à la disposition de toutes les couches de la nation ukrainienne. Dès les premiers jours

de son règne, Catherine II marqua son inimitié envers l'Académie de Kiev : en 1765 elle ordonna d'introduire la langue russe au programme et plus tard, elle voulut chasser l'Académie des locaux que celle-ci occupait pour y placer un hôpital. Par bonheur, le Métropolite d'alors, Samouïl Myslavsky parvint à lui conserver le Monastère Bohoïavlevsky.

Le Collège de Kharkiv occupait, après l'Académie de Kiev, la seconde place. Dès 1768, on adjoignit à son programme les mathématiques, la géométrie, la géodésie, les sciences techniques, la balistique, les langues française et allemande, et le dessin.

A part ces deux écoles, on comptait des séminaires ecclésiastiques à Péreïaslay, à Poltava et à Novhorod Siversky. Ces écoles religieuses étaient ouvertes à toutes les classes de la société ukrainienne et avaient un programme de connaissances générales, c'est pourquoi la noblesse ukrainienne, elle-même, y envoyait volontiers des élèves.

Malgré tout, dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, la noblesse ukrainienne ne se contenta déjà plus en-

tièrement de ces écoles latines; elle commença à fonder des pensions, appelant pour les diriger, des maîtres le plus souvent étrangers. C'est ainsi que Mikola Khavenko, représentant caractéristique et bien connu de la Société ukrainienne d'alors, auteur de « Mémoires », écrivait en 1756 à son fils, étudiant à l'Université de Kiev pour lui demander s'il ne pouvait y trouver un bon maître disposé à aller à Hloukhiv pour y fonder un lycée. « S'il réunit dix élèves, écrit-il, il peut obtenir un bon traitement car il peut toucher de chacun, trois roubles par mois ce qui lui fera 300 roubles par an, avec en plus le logement ». En effet, il existait déjà, à la fin du XIII^e siècle, une pension à Hloukhiv pour les garçons et pour les filles, ouverte par une française, femme d'un lieutenant nommé Deleillance.

En 1781, Grégoire Poletyka, à qui on attribue la célèbre « Histoire de Rus » avait lui aussi l'intention d'ouvrir une pension à Romny, ce dont témoigne un mémoire du français Beaulieu, mémoire trouvé dans ses archives. M. Beaulieu y écrit qu'il veut bien aller à Romny pour y fonder une pension pour les garçons et les filles, pension dont les élèves étudieraient le français et l'allemand, l'arithmétique, le dessin, la géographie, l'histoire, la mythologie, la bonne conduite etc... M. Beaulieu demandait une avance de 400 roubles comme à compte. Réussit-il ou non à fonder cette pension à Romny, c'est ce que l'on ignore.

A Kharkiv, la pension du Rév. Père Vassyl Fotiev avait, elle aussi, bonne réputation. Cette pension possédait un maître de danses qui enseignait

aux enfants les danses et la déclamation françaises. On trouve encore dans la littérature de cette époque des renseignements sur la pension de Karpovitch à Starodoub et sur la pension de la noblesse à Tchernyhyv.

Il y avait de plus, en ce temps, des écoles spéciales à Hloukhiv — école de chant — et une école à la Sitch Zaporogue.

L'école de chant de Hloukhiv fut fondée par le Comte P. Roumiantzev, gouverneur de l'Ukraine à l'époque, lequel décréta, le 27 décembre 1937, à Péréiaslav, de fonder une école de chant à Hloukhiv avec un maître de chant, connaissant bien le chant à quatre voix et le chant des parties ». Chacun des élèves touchait 3 kopecks par jour, et recevait de plus les vêtements et les chaussures. On ne sait si cette école exista longtemps.

A la Sitch des Zaporogues, près de l'église de Pokrova, dans l'enceinte du monastère, se trouvait une école séparée en deux sections : dans l'une s'inscrivaient les Cosaques qui désiraient devenir bedeaux, sacristains et diacres (cette section comptait toujours une trentaine d'élèves) — dans la deuxième section se trouvaient les jeunes, les orphelins, les filleuls des officiers cosaques ou les malheureux enfants que les Cosaques enlevaient aux catholiques ou aux juifs pour les convertir à l'orthodoxie. On apprenait à ces enfants (ils étaient au nombre de 50) à lire et à écrire; on leur enseignait le chant et le métier militaire. L'école recevait pour les exercices militaires du plomb et de la poudre. Les jeunes avaient leurs conseils, c'est-à-dire leurs atamans, leurs intendants et jouissaient de certains

prévilèges. Ils avaient, par exemple, seuls le droit de chanter les Koliadas sous les fenêtrés des Cosaques de la Sitch, de féliciter ceux-ci en leur apportant du pain au Nouvel An et des œufs à Pâques, de sonner à l'église, de lire les psaumes pour le repos de l'âme des morts, où des tués dans les batailles, de vendre l'encens, etc... Pour tout cela ils recevaient leur nourriture et de l'argent qui allait à la caisse de l'école mise à la disposition de l'ataman. Comme l'a raconté un Zaporogue, l'instruction des élèves se faisait à l'école et en dehors de l'école : ils devaient apprendre à bien prier Dieu, à être aussi fermes sur leur cheval qu'une bardane, à bien pourfendre et se couvrir du sabre, à tirer du fusil et à savoir viser infailliblement, à bien piquer de la lance.

Les élèves restaient souvent plus de dix ans à l'école : ainsi Ivan Vysota qui voulait être curé du village de Kotivka, appartenait à l'Armée Zaporogue. Cet élève resta dix-huit ans à l'Ecole de la Sitch.

On est en droit de supposer que pour diriger l'école de la Sitch on choisissait un moine parmi ceux du monastère de Pokrova.

C'est l'école de cette paroisse qui resta jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, l'école habituelle pour le peuple ukrainien. Les sacristains étaient les maîtres de cette école. Les prêtres qui s'en occupaient toujours fort peu la remirent bientôt entièrement entre les mains des sacristains. Il arrivait même que les prêtres empêchaient la marche régulière des cours. Nous en avons un témoignage dans la plainte du colonel de Loubny, Kouliabko, au

Métropolitaine de Kiev Arsène Mohyliansky (1762) par laquelle il accuse les prêtres des villes et des villages d'empêcher les sacristains d'enseigner aux enfants des Cosaques. Le Métropolitaine envoya des ordres au Consistoire pour que les prêtres « n'utilisent plus les sacristains pour leurs travaux privés ».

Nous trouvons des renseignements curieux sur l'enseignement des sacristains dans les mémoires d'Elie Tymkovsky qui fréquenta une école de paroisse à la fin du XVIII^e siècle « L'école se trouvait dans une pièce meublée de trois longues tables. Ces tables semblaient correspondre à trois classes : celles de l'alphabet, du bréviaire et du livre des psaumes ; c'est dans les deux dernières, que l'on apprenait à écrire. Il y avait là comme élèves des enfants, des jeunes gens, et des adultes. Ils écrivaient tout d'abord avec de la craie dissoute dans de l'eau, sur des planchettes brûlées, puis cirées noircies et rayées ; ceux qui savaient déjà, écrivaient ensuite à l'encre sur du papier. Dès la troisième classe, on engageait des volontaires dans la classe des chants d'église ; des cours avaient lieu trois fois par semaine, en hiver dans la maison du sacristain, au printemps sous l'auvent. A l'école on était assourdi par le vacarme infernal que faisaient trente ou quarante élèves, chacun lisant à haute voix ou chantant sa leçon à tue-tête. Les sacristains prenaient comme aides les élèves des grandes classes qui instruisaient les plus jeunes. Les parents payaient au sacristain les études en nature selon la convention établie pour chaque classe, et en espèces d'après la taxe fixée. La fin des

études d'un écolier, lorsque le maître le jugeait suffisamment instruit, était une fête pour toute la classe. A cette occasion l'élève apportait à l'école un grand pot de bouillie de sarrasin au lait, recouvert d'une serviette. Selon la tradition le sacristain prenait pour lui la serviette, les élèves mangeaient la bouillie, puis s'en allaient sur la place du village où ils cassaient le pot en morceaux en jetant de loin des bâtons dessus*).

Une discipline sévère régnait dans les écoles paroissiales. M. G. Vinsky décrit dans ses mémoires la manière dont se passait le samedi dans l'école où il étudiait : « Après les vêpres, tous les élèves se rassemblaient à l'école et attendaient debout, le sacristain. Lorsque le sacristain entra dans la classe, les élèves le saluaient d'une voix : « Paix à toi, notre bon maître ! » A quoi il répondait : « Il faut vous fustiger », et les exécutions commençaient aussitôt, accompagnées de ces paroles répétées sans arrêt : « Etudie, ne fais pas de sottises, n'oublie pas le samedi ». Les élèves dont les mères apportaient plus souvent au sacristain des dons en nature, recevaient le fouet habillés, les enfants pauvres ou de mères avares, le recevaient nus ».

Un nombre considérable d'enfants apprenaient chez des sacristains ambulants. Ceux-ci se recrutaient non seulement parmi les étudiants de l'Académie de Kiev et des séminaires qui « s'effrayant de l'abîme de la sagesse » avaient fui l'école, mais aussi

parmi les bons élèves qui allaient dans le monde pour « la quête » comme l'on disait, c'est-à-dire, pour recueillir des dons qui leur permettaient de subsister.

Ces élèves qui se préparaient à l'enseignement restaient même après avoir terminé leurs études dans les écoles paroissiales. Ils vivaient, pour la plupart, dans les internats des écoles. Ces candidats à l'enseignement s'appelaient « les jeunes », bien qu'en ce qui concerne l'âge, certains d'entre eux eussent déjà dépassé celui de la jeunesse. Ainsi dans les listes des noms des « jeunes » des quatre écoles de Prylouky, on trouve en 1765, 18 personnes dont 6 âgées de 12 à 20 ans, 4 de 20 à 30 ans et 8 de 30 à 40 ans.

On apprenait à lire dans ces écoles suivant l'ancienne méthode de l'alphabet (alpha, beta...) bien qu'en Occident on connut déjà le système phonétique de l'a, b, c.

Les écoles paroissiales et les sacristains ambulants ne donnaient aux enfants qu'une science modeste, mais les écoles étaient accessibles au peuple; aucun programme et aucun statut n'entravait leur liberté : leur fondation n'exigeait pas de grands moyens, elles répondaient entièrement aux besoins réduits de la population et surtout elles ne repoussaient, en aucun cas, les coutumes ancestrales et la langue nationale. Il faut ajouter de plus que n'importe qui pouvait devenir maître ambulant. Ce n'est qu'au temps de Catherine II que la situation changea. Le recensement de 1782, fixa, en effet, chacun, à un poste stable et interdit la profession de maître ambulant. C'est plus tard, en 1786 que l'on éta-

*) Il est curieux de voir que cette tradition du pot de bouillie se conserve assez longtemps durant le XIX^e siècle en Ukraine, comme le certifie, dans ses œuvres, notre écrivain Oreste Levitzky.

blit régulièrement, des listes du personnel enseignant de chaque paroisse.

Le nombre des écoles paroissiales en Ukraine avant l'avènement de Catherine II en 1762 nous est donné par les livres des sept départements de l'Ukraine. (L'Ukraine sous l'Hetmanat se divisait en 10 départements ou régiments) et par le recensement, d'ailleurs incomplet de la région de Kharkiv (Slobojantchyna). Les 7 départements de l'Hetmanat comptaient 766 écoles; si l'on prend comme chiffre moyen du nombre d'écoles celui de 100 par départements, on arrive à trouver plus d'un millier d'écoles en Ukraine sous l'Hetmanat.

En ce qui concerne le pays de Kharkiv ou Slobojantchina, d'après le recensement de Khrouchtchov (une partie de ce recensement s'est perdu) on comptait en 1832 — 129 écoles. Ces écoles étaient aussi des écoles paroissiales, fréquentées par des enfants de toutes les classes de la population ukrainienne.

J'ai déjà dit, qu'au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la noblesse ukrainienne avait vu peu à peu évoluer ses idées sur l'enseignement. Elle commença à exiger pour ses enfants un enseignement militaire qui leur facilita, par la suite, la carrière militaire. (C'est pour cette raison que l'on introduisit dans le programme du collège de Kharkiv l'enseignement de la balistique) et la création d'une école où de langues européennes et de droit — afin de leur donner accès à la carrière diplomatique et administrative dans les capitales. Enfin la noblesse éprouvait le besoin de fonder une Université en Ukraine pour ne pas envoyer ses fils

à l'étranger et surtout dans les Universités allemandes.

En 1760 le russe Grégoire Teplov, ancien précepteur de Cyrille Razoumovsky, fit pour ce dernier, devenu Hetman à ce moment, un projet d'Université à Batourine. Il souligna tout d'abord, dans ce projet, le grand intérêt du peuple ukrainien pour la science : « Il ne peut y avoir aucun doute sur le penchant réel du peuple ukrainien pour l'étude et pour la science, car les écoles qui existent depuis longtemps en Ukraine bien que leurs élèves et leurs diplômés ne reçoivent aucun encouragement, non seulement n'ont jamais vu diminuer leur nombre, mais l'ont vu plutôt s'accroître par moments; beaucoup d'ukrainiens désireux d'apprendre plus qu'on ne veut leur enseigner dans les écoles de leur pays, bien qu'ils ne tirent leurs ressources que de la libéralité de généreux protecteurs, s'en vont dans les écoles polonaises, dans les Universités allemandes et parfois même à Rome qu'ils considèrent et vénèrent comme l'antique Corinthe ». Le projet de Teplov parle en détail de l'organisation intérieure de l'université, des droits du recteur et directeur, auxquels serait confié la partie matérielle de l'établissement, des conditions d'admission (les serfs ne pouvant être inscrits qu'à la condition d'être libérés définitivement par leurs maîtres), de la discipline (il prévoyait le cachot), de l'imprimerie, et même d'une « taverne » (« fonder une taverne privée convenable, non loin de l'Université et tenue par un homme actif, ce que l'on peut découvrir partout, se-

rait une chose très utile. ») Teplov ne doutait pas de trouver un nombre plus que suffisant d'étudiants pour l'Université de Batourine : « En ce qui concerne le nombre des étudiants, l'Université de Batourine ne pourra être prise en défaut et même pourra prendre facilement l'avantage sur les Universités de St-Petersbourg et de Moscou. »

En général, le projet de l'Université de Batourine était fait sur le modèle des Universités étrangères; on y retrouve même les traits caractéristiques de la vie académique extérieure : dans des réunions publiques, le recteur devait être vêtu de pourpre et toutes les conférences devaient être composées en latin jusqu'au moment où il serait possible de rem-

placer les professeurs étrangers « par des professeurs ukrainiens ».

Quatre ans plus tard, en 1764, le professeur de l'Université de Moscou, Philippe Diltey, dans son projet du système de l'enseignement, émit, lui aussi, un projet d'ouverture d'une Université en Ukraine, à Batourine également. Dans le même temps, la noblesse ukrainienne et les officiers des Cosaques, l'Hetman en tête, envoyaient une supplique à l'Impératrice Catherine II, pour lui demander de fonder une Université à Kiev ou à Batourine. En 1765, le comte P. Roumiantzev envoyait une demande pour l'ouverture d'une université à Tchernyhiv ou à Kiev.

(A suivre)

Prof. S. SIROPOLKO



Construction soviétique

Le 26 juin, le premier Congrès des architectes soviétiques de l'Union a terminé ses travaux. Ce Congrès a retenu l'attention non seulement des architectes de l'Union Soviétique, mais aussi de nombreux étrangers qui continuent encore à admirer les « succès » soviétiques.

Les déclarations de ces étrangers reproduites dans la presse bolchéviste méritent notre attention en tant que manifestations de gens qui pour la plupart croient à ce qu'on leur dit. Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse ici, pas plus les réclamations que les paroles de ces gens qui généralement, ne sont que des *satisfecits* à l'adresse de collègues de l'Union Soviétique. Non — ce qui nous intéresse avant tout, c'est le Congrès par lui-même et les discours qui y furent prononcés par les architectes de l'Union Soviétique, par des hommes du pays, ayant le droit de parler, connaissant parfaitement leur métier et mieux encore l'état de la construction en U.R.S.S.

Les travaux du Congrès ont été marqués par une critique des méthodes actuelles de la construction et plus particulièrement du système. Presque tous les orateurs ont souligné l'absence de construction architecturale et ils se sont efforcés d'en déterminer les causes. La presse de Moscou a consacré des colonnes entières aux travaux du Congrès; en les parcourant nous apprenons bien des choses. Tout d'abord, les architectes soviétiques ne semblent pas se ren-

dre suffisamment compte que le « développement de l'architecture soviétique exige des artistes et de tous les architectes en général un travail sérieux sur la théorie de l'architecture ». Ces paroles, prononcées par le professeur Molokine, représentant des architectes ukrainiens nous montre une fois de plus que les ingénieurs soviétiques, les architectes en particulier, ne sont pas suffisamment préparés pour remplir les obligations qui leur sont imposées. Cette préparation théorique étant insuffisante, il en résulte les lacunes auxquelles ont fait allusion tous les orateurs.

L'ignorance de la théorie et surtout de son application porte préjudice à toute l'affaire, et bien souvent, « les conditions de la ville où l'on se propose de construire un édifice ne sont pas prises en considération ».

Nous trouvons une réponse aux paroles du professeur Samoylov (Moscou) dans bien des cas signalés en U.R.S.S. parmi les différentes branches, si importantes de l'industrie et de la construction.

Ce « défaut de prise en considération » des conditions locales est une particularité fort caractéristique des bolcheviks dans les divers domaines, non seulement en architecture, mais limitons-nous à ce domaine, on ne peut plus instructif.

Nul n'ignore que les bolcheviks ont pratiqué une centralisation la plus large, que toutes les directives viennent de Moscou et qu'il faut s'y sou-

mettre. Un phénomène semblable se produit en architecture. L'architecte Kornfeld, délégué de Moscou « critique sévèrement la centralisation exagérée des projets qui se trouve concentrée principalement à Moscou et à Leningrad. L'auteur d'un projet destiné à Tbilisi, Bakou, etc. ignorant les conditions de ces villes établit son projet à Leningrad » (*Izvestia* - 20-6-37).

Cette constatation est importante pour nous, attendu que dans toute leur propagande, les bolcheviks ne cessent de parler de leurs interminables succès dans le domaine constructif, surtout dans les régions et républiques allogènes. Et nous voyons à présent que tout cela se réduit à un bluff, qu'il n'y a rien de sérieux dans leurs affirmations et qu'ils n'ont rien créé de nouveau dans lesdites régions. Ils ont tout au plus réalisé des projets étudiés avant eux et terminé des ouvrages déjà en construction à leur arrivée au pouvoir.

Le Congrès des architectes donne à ce sujet un important matériel, au point qu'il est impossible de l'utiliser dans son entier. Nous essayerons cependant d'extraire de leur presse ce qui peut, sous une forme ou sous une autre, faire connaître la situation dans quelques républiques de l'Union.

Les représentants des différentes républiques ne manquèrent pas de critiquer longuement les systèmes de construction. Les délégués azerbaïdjanais critiquèrent vivement nouveaux plans et projets en tant que ne répondant pas aux intérêts du pays et des villes. A signaler que presque tous les orateurs des pays à population non-russe firent entendre la

même note. Tous parlèrent de la nécessité d'étudier le style local, les anciens monuments du pays, si abondants et qui se prêtent à l'inspiration des architectes soviétiques. C'est ainsi que le délégué de la Géorgie déclara que « le travail entrepris pour l'étude de l'architecture géorgienne était insuffisant », et il en attribua la cause à l'insuffisance des connaissances théoriques et à l'ignorance des secrets de la grande culture de l'art de travailler la pierre, de l'architecture civile du passé et des admirables spécimens de l'art populaire ».

Ce même orateur rappela que tout se résume en la mécanisation de l'imitation et de l'application des vieux spécimens, ce qui donne en ce moment de bien piteux résultats.

Le représentant de la république Turkmène estime de son côté que « nombre de projets établis par les organisations d'études de projets architecturaux à Moscou ne sont pas suffisamment préparés au point de vue des conditions et des particularités de notre architecture nationale ».

Même opinion du représentant de la république du Tadjikistan qui déclare que « les édifices et les maisons construites ces derniers temps témoignent de l'utilisation dépourvue de critique des modèles d'architecture ancienne ». C'est également ce que contient la déclaration du délégué du Kazakhstan.

Si on lit le discours de Mme Marietta Chaguinian, prononcé pendant le Congrès, l'on ne peut que sourire, tant elle se moque des constructeurs des nouvelles maisons de l'Union. Elle termina son discours par ces mots : « Nous voulons des habita-

tions tranquilles et isolées... » Tout son discours respire une sorte de parodie de l'architecture actuelle de l'Union Soviétique.

En outre, presque tous les délégués ont constaté une véritable « géantomanie » des projets, c'est-à-dire un désir de construire grand, sans tenir compte des conditions. C'est ainsi que dans son article, paru dans les *Izvestia* du 22-6-37, le professeur S. Tchernychev, parlant de la question du nivellement des villes, conseille de prêter plus d'attention aux conditions locales et « qu'on ne construise pas des maisons à étages multiples dans de petites villes ou l'eau, au su des constructeurs, ne peut être amenée ».

Poursuivant, ce professeur écrit : « Jusqu'à présent, le goût du « grandiose » subsiste. En établissant un projet, on continue à ignorer, « en général » les conditions concrètes et les possibilités. Dans des villes à faible population on projette des surfaces « trois ou quatre fois supérieures à celle de la Place Rouge à Moscou ».

Mais la plus sévère critique de toute la construction soviétique a été prononcée par le camarade Tchoubar, au nom du Comité Central du parti et du Conseil des Commissaires du peuple. L'orateur constate également que les architectes soviétiques connaissent insuffisamment la théorie et que les tâches à eux confiées et très joliment remplies font surgir des constructions absolument inutilisables. A titre d'exemple il signale deux cas en Sibérie et en Ukraine où des maisons, récemment construites sur des rues principales, étaient sur leur façade presque dépourvues de fenêtres.

Il signala ces mêmes lacunes au sujet de la fameuse bibliothèque du nom de Lénine et qui, de nos jours, ne répond en aucune manière aux perspectives envisagées lors de l'établissement du projet.

Le camarade Tchoubar parla aussi de la fameuse « géantomanie » et il cita comme exemple le projet de construction de la Maison des Soviets à Naltchik, capitale de la région autonome Kabardino-Balkare. Cet édifice dont le coût est évalué à 40 millions de roubles ne répond nullement aux besoins de la province; tout au plus pourrait-il répondre à une ville comme Moscou.

Parlant ensuite d'une autre question que certains ont qualifié de « fléau de la construction soviétique », M. Tchoubar constate la construction, par des moyens de fortune, d'une grande quantité d'édifices : « à vrai dire, nous construisons de toutes pièces dans les villages kolkhoziens des milliers d'écoles, de cinémas, de clubs... » Même opinion sur ce sujet de la part du camarade Smirnov, président du « Gosplan » de l'U. R. S. S. D'après cet orateur, l'architecture soviétique ne s'est pas encore débarrassée de l'emploi exagéré de la main-d'œuvre et de ce qu'on peut appeler, de l'« antimécanisation »; il souligne encore que les « méthodes de mécanisation de la construction ne sont pas suffisamment appliquées. « Ce côté de la question n'est pas sans nous surprendre. Nous pensions que les bolcheviks appliquent toutes sortes de nouvelles innovations en matière de construction; or, il apparaît que sous ce rapport ils sont en retard de bien des années.

Il suffit de voir la manière dont

on construit les maisons en Europe occidentale et de comparer avec ce qui se construit en Union Soviétique pour comprendre qu'il ne saurait être question de « réalisation » lorsque les architectes eux-mêmes **parlent de travaux faits d'une manière tout à fait primitive.**

Après avoir ainsi donné un court aperçu du Congrès nous ne pouvons que constater pour conclure que la question qui nous intéresse, celle de la situation dans nos pays, apparaît de l'examen des travaux du Congrès, sous un jour bien défavorable.

Tout récemment, des articles ont paru dans les journaux de Bakou, sur le nouveau nivellement de Bakou et de Tbilissi. Aujourd'hui, le Congrès constate que tous les plans ont été établis à Moscou et qu'ils ne répondent nullement aux besoins et aux conditions locales. Pourquoi donc tout ce travail ? Pourquoi ce bruit, ces déclarations de prétendus progrès alors que tout laisse voir une situation lamentable.

Pour nous, la véritable situation n'a jamais fait de doute. Nous savons parfaitement que seuls les peuples sont capables de comprendre et d'étudier leurs propres conditions locales, qu'il faut adopter les types anciens aux exigences et aux conditions du moment. Et s'il est quelqu'un, étranger au pays, qui veuille s'en charger, il lui faut d'abord étudier ces modèles-types, bien connaître la théorie pour obtenir des résultats. Ces conditions font défaut, à n'en pas douter, aux architectes bolcheviks, et il est peu probable qu'ils les possèdent un jour. L'oppression que les bolcheviks font peser sur les allogènes les empêche objectivement d'étudier ces conditions, et si même ils les étudiaient, ils ne sauraient rien construire qui rappelât une époque passée, une époque glorieuse. Cela ne saurait être fait que par des organisations d'Etats libres et indépendants, ce à quoi nous aspirons.

A. A.



Un biographe arménien de Fizouli

Le célèbre poète et philosophe turk-azéri, Fizouli, a trouvé tout récemment un biographe et critique parmi les Arméniens. En 1928, en effet, le Révérend Père arménien Kevork Terzibachian, lançait le premier tome de son œuvre capitale sur Fizouli; le deuxième tome faisait son apparition, après la mort de l'auteur. Terzibachian consacra vingt ans de sa vie à cette œuvre dont nous allons parler ici; mais auparavant, quelques mots sur son auteur.

Le R. P. Kevork Terzibachian naquit à Ankara en 1862. Orphelin de bonne heure, il fut mis à l'école où il ne tarda pas à montrer ses capacités. Envoyé à Rome par les soins de prêtres catholiques, le jeune Terzibachian entra à l'Université catholique. Il y apprit les langues étrangères, la philosophie, etc. et sortit premier sur 150 étudiants. S. S-té le Pape Léon XIII qui assistait aux examens le récompensa en lui remettant une médaille d'or et une autre en argent pour ses succès.

Consacré prêtre, Terzibachian entreprend un voyage à travers l'Europe afin de se perfectionner dans la connaissance des langues européennes; il revint ensuite en Turquie où il exerça le sacerdoce à Adana, à Erzeroum, à Ankara. Remarqué par le patriarche Azarian, il fut appelé à Stamboul où il fut nommé secrétaire à la direction diocésaine catholique arménienne. A ce poste qu'il occupa longtemps, l'abbé Terzibachian consacra une partie de son temps à l'é-

tude de la littérature. Il édita une revue ecclésiastique et publia une grammaire latine.

Pendant la Grande Guerre, le R.P. Terzibachian quitta son poste pour se consacrer entièrement à la littérature. Possédant l'arabe, le persan et le turc, il étudia la littérature orientale et porta toute son attention sur les œuvres de Fizouli. Poussé par les publicistes arméniens Thomas Terzian et Carapet Caracach, le R.P. Terzibachian se décide à écrire la vie et l'œuvre du grand poète azéri Fizouli.

Dans son préambule, Terzibachian écrit :

« Hélas ! En prenant une telle décision je n'ai pas calculé les difficultés qui allaient surgir. Il a fallu non seulement recueillir les perles éparses de Fizouli, mais étudier l'histoire du prophète Mahomet, des Khalifes, des Arabes et de leur civilisation, celles des Ottomans etc. Il a fallu encore étudier le Coran et les œuvres classiques d'Europe. J'ai dû comparer chaque ligne des différents écrivains avec celles de Fizouli. Personne ne peut se rendre compte de la somme de travail nécessitée par l'étude de Fizouli. Que de fois, j'étais sur le point d'abandonner mon travail si mes amis n'étaient venus m'encourager, me dire « écris, écris », paroles qui aux heures de découragement, me rappelaient au travail ».

Au cours de son travail, Terzibachian en est venu à la conclusion que l'époque de la Renaissance en Europe a tiré son origine de l'Orient et de la Turquie en particulier. Il était fermement convaincu que la civilisation est venue d'Orient. Connais-

sant parfaitement les littératures turke, grecque, indienne, persane, arabe, arménienne, Terzibachian se donna pour tâche de faire connaître l'Orient et son antique civilisation à la jeune génération. Il était persuadé que la connaissance de l'ancienne littérature, l'Orient nouveau créerait de nouvelles œuvres, de nouveaux témoignages de sa civilisation, car de même que la littérature grecque a donné naissance à la littérature latine, celle-ci à la littérature italienne, française et anglaise, de même aussi l'ancienne littérature orientale et turke doit servir de base à la nouvelle littérature turke.

Terzibachian pensait, non sans raison, qu'alors qu'en Europe l'étude d'une phrase, d'une expression, d'un mot trouvait d'innombrables commentateurs, rien de semblable n'avait lieu en Turquie pour ce qui est de l'œuvre de Fizouli, et c'est pourquoi, désireux de combler cette lacune, il se mit courageusement au travail.

L'œuvre de Terzibachian comprend quatre volumes; une partie seulement de cette œuvre a paru;

l'autre partie attend son heure; la cause en est à ce que n'étant pas musulman il parle de l'Islam ce qui semblait déplaire à certains théoriciens.

Quoi qu'il soit, non obstant les difficultés du travail entrepris, Terzibachian estimait que l'œuvre du poète Fizouli était considérable, qu'elle ne pouvait être oubliée de ceux qui l'avaient lue. Sa pensée, ses idées étaient profondément humaines, sa philosophie — d'une remarquable limpidité. Les hautes qualités morales de son œuvre sont appelées à avoir une influence des plus heureuses sur la jeunesse. Aussi, Terzibachian ne craint pas de faire un rapprochement entre Fizouli et Cicéron dont les œuvres ont une si grande influence sur la jeunesse d'Europe. Cette opinion du R. P. Terzibachian sur Fizouli, l'un des piliers de la littérature turko-azérie ne saurait passer inaperçue. Nous la soulignons avec une satisfaction d'autant plus grande que jusqu'à ce jour, notre grand poète national n'avait eu les honneurs d'une si savante étude.

A travers les journaux

LE JAPON, NATION HEROIQUE

Ce qui se passe actuellement autour de Pékin, ce choc entre troupes chinoises et japonaises, révèle une fois de plus l'objectif de Moscou : allumer dans le monde un immense foyer d'incendie.

Quelle doit être l'attitude de la France à l'égard de ces événements ? Claude Farrère y donne une réponse saisissante dans le *Petit Journal*. Voici les passages essentiels de cet article plein d'un intérêt palpitant :

Le Japon, peuple « Océanien »

Il y a le Japon, d'une part. Il y a, d'autre part, la Corée, la Mandchourie, les Mongolies ; et, enfin, la Chine ; la Chine, innombrable, millénaire, incompréhensible. Autant de choses plus différentes les unes des autres que ne sont, par exemple, le Haut-Sénégal et l'Île-de-France. Nous n'allons pas parler de tout. Parlons du Japon seul. C'est déjà plus qu'assez.

Le Japon, tout le monde le connaît ou l'imagine : un archipel pratiquement moins spacieux que l'archipel britannique, mais peuplé non de quarante, mais de cent millions d'habitants. Et voilà. Une grande puissance, par conséquent. Mais une puissance jaune, non blanche. Donc, la quantité, mais point la qualité.

Et l'Europe entière, et l'Amérique, de surcroît, marchent sur ces idées essentiellement primaires.

Voulez-vous que nous substituons un peu de vérité à ces niaiseries officielles ?

Et d'abord — *an Jove principium* ! — le Japon n'est nullement un peuple d'origine asiatique. C'est un peuple océanien. Et, dans « océanien », je vois « océan » bien plus qu'« Océanie ». Le peuple nippon est le peuple maritime par excellence : les Norvégiens et les Anglais n'ont été marins que par accident. Les Japonais le sont par atavisme préhistorique.

Et ce peuple rouge ou brun — nullement jaune ! — s'impose aujourd'hui au continent chinois, coréen, mandchou, mongolique même, exactement comme naguère se sont imposés nos Espagnols à l'Amérique du Sud, nos Anglais à l'Australie, nos Français à l'Afrique du Nord. Même but : la civilisation moderne... mécanique. Mêmes procédés : le bon sens, la loi et la justice, solidement étayés de baïonnettes, de mitrailleuses, d'artillerie lourde et d'aviation.

Bref, le Japon veut aujourd'hui « coloniser » la Chine. Notez bien que j'ai cru moi-même la chose impossible, des lustres et des lustres durant. *Sed errare humanum...* Je croyais que la Chine était trop vieille, et, comme a dit Kipling, qu'« il y en avait trop ». J'imagine d'ailleurs bien que Kipling et moi avions raison et que le Japon a longtemps hésité devant la fabuleuse aventure. Car, en comptant juste, il y a quelque 400 millions de Chinois, dont chacun vaut au moins cinq Japonais, pour l'intelligence, la maturité, le sens commercial et la puissance laborieuse. Ce qui fait que, pour cette colonisation de

la Chine dont il est aujourd'hui question à Tokio, les Japonais sont à peine un contre vingt. Ils s'y résignent pourtant, quoique à contre-cœur. Pourquoi ? Parce qu'il le faut.

Les Soviets russes, entamant la Chine occidentale, ont forcé le Japon à entamer la Chine orientale. Dame ! qu'y faire ? Tôt ou tard les hommes du Soeil Levant, trop à l'étroit dans les maigres territoires que leur ont concédés l'égoïsme anglo-saxon, l'égoïsme de San-Francisco, de Sydney, de Melbourne et même de Washington, déborderont sur l'Australie ou l'Amérique.

Et résumons le problème :

De par l'exiguïté de son sol, de par la surabondance de son énergie, de par la fécondité de ses femmes, le Japon est acculé à une guerre fatale, d'où sa vie ou sa mort dépendra. Il va donc s'armer pour cette guerre terrible. Et ceux qui l'y aideront seront ses amis. Et ceux qui s'opposeront à lui, même très indirectement, seront ses ennemis.

Qu'on y prenne garde : quand je lis tous les jours, dans tous les journaux de France, ce que nous rapportera ou ce que nous coûtera la victoire désormais certaine et prochaine du général Franco sur les divers trublions d'Espagne, je rirais de tout mon cœur, si je n'avais pas d'abord envie de pleurer. L'Espagne, même pacifiée, même régénérée, ne sera de très longtemps qu'une assez petite nation, que ses récents désordres ont d'ailleurs saignée à blanc et que les agitateurs d'U.R.S.S. auront beau jeu de secouer encore, pour peu que l'Angleterre et la France continuent de fermer leurs yeux têtus sur toutes les réalités géographiques et sociales ac-

tuelles. Mais le Japon, cependant, continue de pousser profond sa charrue dans les terres fertiles de l'Est asiatique. Et, quand le sillon sera tracé, il commencera d'être tard pour réparer nos fautes, nos erreurs et nos niaiseries.

Nécessité de l'entente franco-japonaise

Il faut être l'ami du Japon ou son ennemi. Point de neutralité possible.

La France, mieux qu'aucune autre nation du monde, aurait pu être l'amie du Japon. J'ai peur que nous ayons laissé passer l'heure fatidique. Nos théoriciens genevois, l'excellent Aristide Briand tout de premier, s'étaient trop engoués dans ce temps-là, de la criminelle chimère d'une Société des Nations qui jamais ne sut accoucher que de discours. Le Japon nous offrit alors, plus ou moins directement, une manière d'alliance défensive contre tous ceux qui oseraient attenter à la paix de Versailles. Si nous avions accepté, jamais les régiments du chancelier Hitler n'eussent envahi la Rhénanie. Et la paix occidentale était éternelle. Nous avons préféré l'alliance théorique des Soviets à l'alliance effective des Mikados. Terrible erreur. Le maréchal Toukatchevski, qui devait arrêter toute offensive prussienne contre Strasbourg et même Cologne ou Mayence, n'a rien arrêté du tout. Et il a été fusillé, et je ne crois pas que ç'ait été pour nous avoir manqué de parole.

La puissance japonaise

Le Japon, lui, aurait arrêté beaucoup de choses. Non que ses régiments puissent être sur le Rhin plus tôt que les régiments russes. Oh ! non... Mais la flotte russe n'existe guère, tandis que la flotte japonaise est sans contredit la première du

monde. Non par le nombre, mais par l'organisation, par la valeur technique, par l'esprit d'héroïsme. On verra un jour les Etats-Unis eux-mêmes et l'Angleterre par surcroît, hésiter très sagement devant le Soleil Rayonnant des escadres nippones. Et c'est ce jour-là qu'il nous faudra, peut-être, transporter d'Afrique en Europe, nos régiments d'Algérie, nos régiments sénégalais, nos régiments soudanais. Ce jour-là, l'amitié du Japon sera notre victoire — ou la victoire de nos ennemis.

Qu'on le sache bien, qu'on se le dise et se le redise : l'armée japonaise vaut aujourd'hui dix fois ce que valait l'armée qui prit aux Russes Port-Arthur et qui vainquit Kouropatkine et Liniévich, maréchaux du tsar Nicolas. Quant à la flotte nippone de 1937, j'estime qu'elle écraserait sans effort et la flotte américaine — dont une moitié serait toujours retenue en Atlantique, de l'autre côté de Panama — et la flotte anglaise, dont les meilleurs unités n'oseraient jamais quitter la Manche, la Mer du Nord et le canal d'Irlande — *Home Fleet* ! ce mot seul dit tout. La Home Fleet japonaise, elle, sera toute concentrée, toute groupée, toute offensive et défensive ensemble. Elle vaincra. Nul doute.

Voilà donc ce qu'est le Japon moderne : une nation dont j'avoue très franchement ne rien savoir de précis, sauf ceci : qu'elle sera victorieuse à coup sûr n'importe l'heure, n'importe le cas, n'importe l'adversaire. Et c'est cette nation-là dont nos politiciens, toujours férus de théories, toujours absurdes en pratique, ont dédaigné l'alliance, quand nous n'avions qu'à tendre deux mains ouvertes

vers les mains qui se tendaient à nous.

Tout de même, nulle partie n'est définitivement perdue, tant qu'il reste encore des dés à jeter. Et le Japon, actuellement aux prises avec les difficultés chinoises qu'on sait, peut encore avoir des gens à ménager.

Sachons l'aider : nous ne sommes plus grand'chose, le dernier ministère a vidé nos coffres, épuisé nos crédits, affaibli notre discipline sociale, compromis notre empire d'outre-mer. Rallions-nous à la seule nation qui jamais ne fut encore vaincue, et qui ne risque pas de l'être dans l'avenir. Jetons bas les idéologies, les niaiseries, les théoriqueries — si j'ose dire. Rallions-nous au bon sens, au patriotisme, à l'orgueil héroïque, à tout ce qui donne, à tout ce qui prodigue le succès.

LE GENIAL CAMARADE STALINE

M. Edouard Helsey donne dans le *Journal* une caractéristique intéressante de Staline et du régime stalinien.

UNE LENTE ET

RAMPANTE ASCENSION

Chaque nation produit son régime, comme chaque arbre produit son fruit. Un cerisier ne saurait donner que des cerises. Une Russie, quoi qu'il arrive, ne fera jamais éclore qu'un tsar.

La substance même de la race, mille conditions morales, physiques, géographiques, l'héritage congénital d'habitudes dix fois séculaires, tout le veut ainsi. Impossible d'y rien changer.

Et en effet, dans la vingtième année du bolchevisme, l'U.R.S.S. possède son

tsar : Joseph Vissarionovitch Dougachvili, qui règne sous le nom de Staline.

De gré ou de force, l'U.R.S.S. s'en accomode. Grand bien lui fasse ! et ça ne nous regarde pas. Mais ce qui passe la mesure c'est qu'elle prétende imposer la toute-puissance de cet autocrate au reste du monde — à commencer par les Français.

C'est un homme qui va sur ses cinquante-huit ans. Son signalement, établi en 1902, lui attribue une taille de 2 archines 4 verchoks et demi (1 mètre 65 environ). Ce document le dépeint ainsi : *Aspect général* : ordinaire; *cheveux* : bruns; *barbe et moustache* : brunes (il a grisonné depuis); *nez* : droit et long; *front* : droit et bas; *visage* : allongé, basané, grêlé (on l'appela longtemps le Grêlé); *signe particulier* : le deuxième et le troisième doigt du pied gauche sont accolés. A quoi il convient d'ajouter que le bras gauche est impotent de naissance. Ces singularités sembleraient révéler une ascendance alcoolique.

« L'honnêteté la plus élémentaire lui fait défaut », disait de lui Lénine. Et Trotsky surenchérisait : « C'est la plus grande médiocrité de notre parti. »

Il faut croire cependant qu'il était doué, et sans doute à un rare degré, de tout ce qui permet à un ambitieux effréné de s'élever au-dessus des autres hommes. Intelligence, astuce, audace, souplesse, ténacité, rien ne lui a manqué sans doute, puisqu'il a finalement triomphé de tous les obstacles, vaincu toutes les résistances, évincé tous ses adversaires, étranglé tous ses concurrents et si bien forcé le destin que ce petit paysan géorgien exerce désormais sur l'immense Russie un pouvoir plus absolu que celui de Pierre le Grand.

UN ANIMAL A SANG FROID

L'histoire de son oblique cheminement des bas-fonds jusqu'au sommet a quelque chose de prodigieux, mais de trouble aussi, je ne sais quoi qui fait froid dans le dos. D'autres révolutionnaires fameux font figure de grands carnassiers. Devant Staline on ne peut se défendre de songer d'abord à un serpent.

D'origine tout à fait modeste, élevé dans un séminaire (qu'il dut quitter avant la fin de ses études) on ne le voit guère, même à l'époque de ses besogneux débuts, travailler de ses mains. Il entre bien, à 18 ans, dans un club ouvrier de Tiflis, mais en fait d'ouvrage il s'en tient tout de suite à une activité de propagande et de terrorisme.

Il prend une part importante aux « ex » alors à la mode, expropriations violentes, entreprises de banditisme, destinées à procurer des fonds au « Parti ». Il y joue d'ailleurs surtout un rôle d'organisateur. Il combat dans l'état-major, sans s'exposer lui-même aux coups.

Dès ce moment, il est aisé de le suivre à la trace. Partout où il a passé on retrouve un étrange sillage de querelles sourdes et d'âpres suspicions. Sur tous ceux de ses compagnons qui lui portent ombrage, qui lui semblent encombrer son chemin s'abattent à l'improviste les dénonciations doucereuses, les reproches perfides, les exclusions.

Quiconque le surplombe le gêne et qui le gêne est bientôt condamné. L'un se verra mettre à l'index par les camarades, au cours de conciliabules mystérieux, l'autre, comme par hasard, tombera bientôt aux mains des policiers. Jamais aucun ne réchappera.

Son grand art, c'est de discréditer. On ne sent pas d'abord la morsure mais le venin a vite fait d'agir. Implacable et circonspect, le sombre Staline enveloppe insensiblement sa victime, la paralyse peu à peu, puis, le moment venu, l'étouffe, la broie, la déglutit.

Tel on le voit évoluer dans les rangs subalternes, tel on le retrouve dans le haut directoire bolcheviste, lorsqu'il a réussi enfin à s'y couler.

La frénésie des luttes initiales, la flambée d'enthousiasme des journées décisives, la fièvre des premiers succès avaient échauffé jusqu'à l'incandescence les exaltés qui allaient prendre en charge les destinées de la Russie et — croyaient-ils — de tout le vieux monde civilisé. Staline ne figurait auprès d'eux qu'en sous-ordre, mais, enfin, ils l'avaient admis.

On l'employait parce qu'il joignait à un esprit fort méthodique une parfaite absence de scrupules, ce qui, dans un temps de subversion, en faisait un « réalisateur ». On ne lui accordait pas une extrême importance, mais, quand leur pensée bouillonnante se fixait un instant sur lui, les grands agités de cette période considéraient avec un étonnement profond, où il entrait un peu d'admiration et beaucoup de dégoût, cet étrange animal à sang froid.

SEUL CONTRE TOUS

Bien résolu à les dévorer tous tour à tour, un par un, Staline prit son temps. Il attendit dans une feinte inertie l'heure inécutable où le sort changerait en momie le prestigieux. Lénine, ce Lénine qui l'avait deviné, qui voulait le démasquer et à qui la mort vint, tout juste à temps, couper la parole.

Alors, délivré d'inquiétude, Staline intrigue, complot, se déploie. Il mine obscurément, mais sûrement, ceux qu'il veut abattre. Il a le génie d'éveiller le doute, d'envenimer les mécontentements, de fomenter des dissensions. C'est l'ange noir de la zizanie. Contre Trotsky, qui paraît sur le point de devenir le seul maître, il ligue Zinoviev, Kamenev, Rykov, Tomski, Boukharine. Puis, Trotsky vaincu, il dresse Boukharine, Rykov et Tomski contre Kamenev et Zinoviev, puis, contre Boukharine, Tomski et Rykov, il suscite Vorochilov, Kalinine, Ordjonikidzé. Il y a en lui de l'Ubu-roi. Il pourrait prendre, lui aussi, l'immortelle devise :

« Je m'en vais tuer tout le monde et je resterai tout seul. »

Et il ne rate jamais son coup.

Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Radek, Tomski, Sokolnikov, Toukhatchevsky, tant et tant d'autres, tous les fondateurs du régime, tous ceux qui surent lui donner une doctrine et lui conquérir un empire, où sont-ils au bout de vingt ans ? Quelques-uns en exil, la plupart au royaume des ombres et les rares survivants entendent déjà dans leurs nuits d'insomnie l'infatigable pioche de Joseph Djougachvili creuser à coups sourds la tombe où ils seront bientôt couchés.

Staline, hanté d'alarmes ou, qui sait ? de remords, Staline sait bien que tant de morts resteront vaines tant que ne seront pas morts tous ceux, fussent-ils obscurs, qui lui causent des soupçons. Il n'osera pas croire son omnipotence assurée, son destin rempli, tant qu'il n'aura pas mis en terre le dernier de ceux qui peuvent troubler son entière possession du trône.

Car c'est bien un trône qu'il occupe.

le maître incontrôlé, le chef indiscutable, l'immuable souverain du souverain conseil des commissaires du peuple.

Peu importent les figurants dont il croit devoir s'entourer et qu'il peut briser à sa guise. Peu importent les titres plus ou moins scintillants dont il les affuble, comme des colliers de verroterie. Peu importe la Constitution de papier qu'il vient de promulguer dans l'éclat des fanfares et dans la naïve féerie des feux de Bengale. On alignera tant qu'il faudra, pour l'ébaudissement des masses, des formules gonflées de vent, vaines, fragiles, colorées. On rédigera une loi organique en 146 articles, qui ne sont que cent-quarante-six bulles de savon. On promulguera (article 8) la possession perpétuelle de la terre par les paysans; la souveraineté théorique des Etats soviétiques confédérés (article 13); le droit au travail de tous les citoyens (article 118); leur droit au repos — ? — (article 119) et — quelle merveille ! — à l'instruction (article 121); la liberté des cultes (article 124); celle de la parole, de la presse — ! —, celle de se réunir et de manifester dans la rue — ! — (article 125); l'inviolabilité de la personne, du domicile, du secret de la correspondance — oui, c'est bien écrit en toutes lettres — (articles 127 et 128); suffrage universel (article 135) et, tenez-vous bien, le secret du scrutin (article 140). On dressera, pour piper le public occidental, un beau décor peinturluré où chacun verra figurer en enluminures grossières les principes auxquels il a foi. Cette légalité de carnaval ne change rien au fond des choses.

Le principe doctrinal subsiste, tel que nous le retrouvons, stipulé *ne varietur*,

dans le programme de 1928. L'Etat soviétique, c'est le triomphe d'une classe, la classe ouvrière, détenant le monopole du pouvoir ((édition française, page 33) et « proclamant hautement son esprit de classe » (même passage). Continuons la citation : « Il (l'Etat soviétique) prive de droits politiques ses ennemis de classe ». Il donne des privilèges au prolétariat « afin de l'affermir dans son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie ».

La dictature du prolétariat perpétue la lutte de classe « sanglante et sans effusion de sang, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative » (page 44). Elle ne peut admettre « aucun partage du pouvoir ». Elle veut, pour des fins non seulement économiques mais « culturelles » la lutte « inflexible et systématique » contre la religion « cet opium des peuples », (page 49) et la nationalisation, la mise en monopoles d'Etat « des imprimeries, des journaux et des éditions, des cinémas et des théâtres, de tous les moyens de production intellectuelle » (page 40). Elle affirme (page 45) que « seuls les ouvriers industriels sont en mesure de diriger l'ensemble des travailleurs » et, quelques lignes plus loin, qu'il faut « neutraliser la petite bourgeoisie des villes ».

Mais cet « ouvrier industriel » dont on semble ainsi faire l'élite de toute civilisation, on ne lui permet d'exercer sa suprématie que sous une forme anonyme et collective, par le truchement de ses syndicats, de ses soviets, de ses cellules et de ses rayons, que soumettent à une discipline de fer des cadres imposés d'en haut. Tout cela sous l'étroite surveillance d'une double police secrète immuablement aux aguets.

L'impulsion vient d'en haut, c'est-à-

dire de Staline. Elle court en cascade jusqu'en bas, par une série d'étages de plus en plus larges, à la façon d'un château d'eau. Conduits comme des soldats, comme des serfs, comme des troupeaux, les masses inférieures à leur tour investissent aveuglément d'un mandat purement théorique des représentants désignés à leur choix par « les autorités ». Ces représentants en élisent d'autres, selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions et l'autorité remonte ainsi, de palier en palier jusqu'à l'extrême sommet de la pyramide, jusqu'à Staline, jusqu'au Tsar.

Tsar ténébreux, jaloux, sanglant. Son triomphe ne le rassasie pas.

Jamais pourtant potentat asiatique n'a disposé d'un pouvoir plus total. Et non seulement on se plie sous lui à une obéissance passive, mais on gorge d'hommages éperdus son monstrueux appetit de domination, sans jamais apaiser ce Moloch.

Il est plus adulé, plus encensé, plus servilement divinisé que ne le seront jamais Mussolini en Italie ou Adolf Hitler en Allemagne. On l'assassine d'hyperboles. Il est le *Père des peuples*, le *Plus Sage*, le *Bien-Aimé*, le *Maître cheri comme l'enfant premier-né*. On le compare à tout ce qui brille, à une flambeau, à un phare, à la lune, aux étoiles, et surtout au soleil.

Soleil des ouvriers ! Soleil des paysans ! Soleil du monde ! On lui consacre des poèmes par dizaines de mille. Pour parler de lui, l'épithète *génial* est devenue rituelle. Et quand, dans nos réunions communistes, le nom du « génial Staline » est prononcé, toutes les ouailles et tous les bedeaux de la III^e Internationale se lèvent comme un seul

homme et dressent mystiquement le poing.

Car c'est ce qu'il y a de tout ensemble incroyable, risible et profondément attristant. Quelques centaines de milliers de Français de 1937 font dévotement leur partie dans le chœur de moujiks. L'apothéose de Staline a très largement dépassé les frontières de l'U.R.S.S. Non, jamais tsar ne fut autant tsar. L'égalitarisme a finalement abouti à créer un dieu.

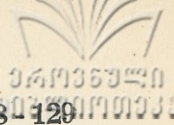
Mais ce dieu fronce le sourcil, ce dieu n'est pas content. Sa foudre nous menace. Ce dieu s'occupe attentivement de nous. Son courroux nous a choisis comme premières victimes. Déjà ses fidèles et ses prêtres préparent hâtivement l'holocauste où nous serons sacrifiés.

LES SOVIETS A L'ŒUVRE

On sait, écrit *Je suis partout*, que les opérations du Komintern à l'étranger sont divisées entre plusieurs bureaux. Celui de Prague est le bureau le plus important, par suite des bonnes relations qui existent entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. Son domaine s'étend sur l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, les pays balkaniques et, tout au moins en partie, sur la Suisse, l'Alsace et la Lorraine, la Hongrie. On ne doit pas ignorer la puissance qu'il constitue.

L'organisation tchèque

C'est un major de l'armée tchécoslovaque, qui habite ordinairement Brno en Moravie, qui joue un rôle important dans l'organisation des bureaux de Prague. Il est en relations intimes avec un attaché militaire de l'ambassade soviétique à Prague. Sous prétexte de « démocratisation de l'armée », il exerce une



activité assez ouverte. Il fait partie des « Amis de l'Union Soviétique », chez qui il prononce des conférences. Il est en même temps président de l'organisation d'écrivains moraves et de la « Centrale de la littérature morave », où il peut exercer une agitation assez peu entravée en faveur de l'U.R.S.S. Dans les milieux bien informés, on maintient que le major, par suite de ses moyens en effet presque illimités, s'occupe directement de la transmission des nouvelles militaires au bureau de Prague ou à l'attaché militaire soviétique. Cependant on n'a pas encore pu l'inculper, car il exerce son activité très adroitement, et son arrestation éventuelle sans preuves suffisantes entraînerait un scandale dans les relations avec l'U.R.S.S. A ses amis, le major déclara qu'il n'avait aucune crainte sous ce rapport. Si la situation devenait jamais critique, il recevrait à temps un avertissement pour s'enfuir ensuite dans l'Union Soviétique où un poste intéressant l'attendait.

L'organisation polonaise

Un des chefs du Komintern, qui vit comme émigrant en Tchécoslovaquie est un certain Grabowski qui, dernièrement, entré en relations avec Witows, chef émigré des paysans, qui, lui aussi, vit à Prague; Grabowski veut l'intéresser à la constitution d'un « front populaire » en opérations du Komintern à l'étranger Pologne. Witows a une très grande influence sur l'organisation radicale des paysans « parti du peuple » en Pologne.

Ils se sont particulièrement occupés des relations illégales par la frontière avec la Pologne. Ceux qui veulent franchir la frontière d'une manière illégale

se servent de ce que l'on appelle « billet de la Tatra » (*Tatrakarte*). La Tatra est une région touristique. La *Tatrakarte* est un document qui est remis aux membres d'une association touristique polonaise et qui autorise à franchir la frontière sans passeport et pour un séjour illimité dans la zone limitrophe tchécoslovaque. Ce « billet de la Tatra » possède l'immense avantage que la frontière peut être passée partout, tandis que le porteur d'un passeport doit avoir un visa tchécoslovaque et ne peut franchir la frontière ailleurs qu'à une station frontière. Au moyen des billets de frontière, la frontière est surtout franchie dans la haute Tatra par des skieurs et, en été, par des alpinistes. Le Komintern polonais surveille assez adroitement la frontière pour pouvoir signaler les mouvements des douaniers et parvenir à les éviter.

Le travail subversif du Komintern en Pologne a pu marquer dernièrement quelques succès; ainsi il a réussi à influencer les associations « ZZZ », jusqu'alors fidèles au gouvernement, et à y provoquer quelques scissions.

Par suite de sa propagande pour le front populaire, il a pu ranger de son côté bon nombre d'autres intellectuels polonais, le président de la Ligue des Droits de l'Homme, maintenant dissoute, des professeurs, des journalistes, des écrivains.

A Lodz, le Komintern possède divers bureaux et différentes organisations lui servent de déguisement : l'association des ouvriers du textile « Fabryzny », l'association de la jeunesse paysanne « Wi-ci », etc.

Les lignes de communication à tra-

vers la frontière allemande passent dans la région de la mine de Walenty Wawi, près de Ruda, puis dans les alentours de Chebzie et sur la ligne Pickary-Kattowitz. Là le matériel illégal est généralement caché, suivant le vieux procédé des contrebandiers, dans les pneus des autos et ensuite transporté à travers la frontière.

L'organisation yougoslave

Le Komintern de Yougoslavie déploie une grande activité en Croatie. A Zagreb, son lieu de réunion le plus important est le « Billard Café ». Comme organisations masquées pour son activité illégale, il emploie surtout les organisations et associations nationalistes croates, qui sont sous la direction du chef de l'opposition Dr. Macek, c'est-à-dire l'« Union des ouvriers croates », la « Seljacka Sloga » et l'association des employés de banque, des assurances, du commerce et de l'industrie. Dans cette dernière association figure l'opposition illégale communiste sous le nom de « Groupe Bleu » (ainsi appelé d'après sa liste bleue lors des dernières élections dans l'association). Le chef de ce groupe est Stjepan Kresnik. Dans la « Seljacka Sloga » le Komintern ne travaille pas aussi ouvertement, mais prêche sim-

plement pour le front populaire. Le chef de l'organisation est ici le caissier Rudolf Petck, qui opère avec les plus grandes précautions.

Par son union intime avec les groupes de l'opposition nationaliste croate presque toute la presse est à la disposition du Komintern. Il s'en sert largement, mais avec prudence.

Des sections particulièrement fortes existent dans l'usine d'armements (arsenal de l'Etat) de Kragujevac, dans l'entreprise « Nasicka » à Zavidovici dans l'entreprise « Tivar » à Varazdin et parmi les étudiants de l'« Université populaire » de Zagreb, où les sections organisent même des cours d'instruction. Tout cela donne l'impression d'une organisation extrêmement forte et précise. On comprend que la propagande allemande puisse désigner la Tchécoslovaquie comme le bastion avancé du bolchevisme, comme la base d'avions de l'U. R. S. S. Mêmes si le gouvernement tchèque n'est pour rien dans la complaisance avec laquelle se développent les bureaux du Komintern, on ne peut qu'être frappé du rôle central que joue Prague dans la propagation de la Révolution communiste.

Que se passe-t-il en Azerbaïdjan ?

Nous avons maintes fois signalé que les arrestations et les fusillades qui se succèdent sans fin en Azerbaïdjan sont le résultat du mouvement national parmi les communistes azerbaïdjanais depuis longtemps déçus au paradis communiste. Dans le dernier numéro de notre revue nous avons parlé d'une « épuration » d'envergure au cours de laquelle toute une série de communistes connus ont été exclus du parti. Nous avons donné leurs noms et leur qualité.

Actuellement apparaît plus clairement toutes les accusations à l'adresse de ces bolcheviks « qui ont dévié du droit chemin ». Les communistes eux-mêmes nous en parlent plus ouvertement et plus brutalement. Les journaux paraissant à Bacou tels que le *Kommounist* et le *Bakinski Rabotchi* écrivaient ces derniers temps que les ennemis de notre pays, les agents du fascisme et du trotskisme se proposaient de détacher de l'Union Soviétique, l'Ukraine, la Russie-Blanche, la Sibérie et tout le Caucase (N° du 26-4-37). D'après ce journal tous ces agents devaient être démasqués et exterminés. A ces agents se rattachent les « nationaux-ouklonistes » qui, par leur activité ouvrent la voie à tous les plans agressifs des milieux fascistes étrangers ».

C'est dans cet esprit que cette presse communiste poursuit ses attaques contre tous ceux qui s'efforcent de défendre la culture nationale, que l'on désigne sous le nom

de « ouklonistes », c'est-à-dire de déviateurs bolcheviks de la vraie voie léniniste-staliniste. Cette appellation a pour nous Azerbaïdjanais, un autre sens que celui que lui prêtent les journaux communistes. Pour nous, ceux qui en Azerbaïdjan défendent la culture nationale, la langue turke sont de véritables Azerbaïdjanais. Et l'on sait que les bolcheviks s'efforcent de déraciner au plus tôt toute manifestation de culture nationale dans le pays; c'est pourquoi ces attaques sont essentiellement dirigées contre les Azerbaïdjanais. Et ce journal communiste croit devoir justifier ces mesures en soulignant que l'on ne peut arrêter la marche de l'histoire, la faire revenir en arrière, qu'enfin il a fallu bolcheviser l'Azerbaïdjan pour le sauver des impérialistes d'Europe.

La politique qui tend à effacer toute culture nationale en Azerbaïdjan au profit d'une russification à outrance n'est plus un secret pour personne. Il suffit de signaler qu'en ce moment les bolcheviks s'emploient à vulgariser à grands renforts de grosse caisse, les œuvres de Pouchkine. Il n'est pas de journal, de revue d'articles qui ne chante la gloire des écrivains et des poètes russes, tout comme au temps du tsarisme, mais pas un mot de ceux qui ont créé la littérature turko-azérie.

Dans les manuels d'histoire de la littérature, les noms de Pouchkine, Tolstoï, Lermontov, Dostoïevski, etc. foisonnent, mais l'on y chercherait

en vain la moindre allusion aux écrivains et poètes azerbaïdjanais Mir Ali Chir Navaï, Khagani, Feleki, Fizouli etc. si chers à tous les Turks, rien de ce qui rappellerait leur influence sur le monde turk en général. Pas un mot non plus sur les écrivains et poètes modernes qui bien que n'étant pas d'origine turko-azérie sont connus de tout le monde turk, en Azerbaïdjan notamment, tel que le poète nationaliste Namik Kemal, ou bien encore Tafik Fikret, Abdullah Tokaï et tant d'autres qui n'ont pas trouvé la plus modeste place dans aucun manuel d'histoire de la littérature en Azerbaïdjan.

Le but de bolcheviks est clair : il s'agit d'isoler l'Azerbaïdjan, de lui faire oublier sa culture, de l'entraîner dans le sillon de la culture russe, de le russifier. La politique tsariste n'avait pas d'autre but; toujours les mêmes tendances, le même acharnement à détruire toute trace de culture autochtone; seules les méthodes ont changé, des formules nouvelles sont nées, formules alléchantes autant qu'hypocrites et l'on sait que dans ce domaine les bolcheviks sont ou ne peut plus experts.

Mais alors comme à présent, chaque pression gouvernementale provoque une réaction en rapport avec le degré de pression. Cette néfaste activité du gouvernement russe a créé, en Azerbaïdjan, un mouvement national dont le résultat fut la proclamation de l'indépendance en 1918.

En persécutant les communistes qui, sous une forme ou sous une autre, osent défendre leur bien national, les bolcheviks créent de nouveaux champions de la cause nationale qui par leur action finiront par

faire triompher l'idéal qui nous anime — l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Ainsi qu'on l'a vu précédemment, il est souvent question dans le langage bolchevik de ce qu'on appelle « national-oukloniste ». C'est contre eux, en effet que sévit le gouvernement soviétique en multipliant à leur égard les arrestations, les déportations les exécutions. Ces éléments sont désignés en Moscovie sous le nom de « trotskistes ». Mais revenons à notre Azerbaïdjan et constatons que faisant partie de l'U. R. S. S. il n'est maintenu dans cette « Union » que par la force des armes. Ici, comme dans les autres Républiques soviétiques, le pouvoir moscovite s'oppose à toute manifestation de vie nationale. Ce que nous devons ici souligner, c'est que les communistes locaux, ceux-là même qui ont livré notre pays aux Russes, sont les premiers à protester contre l'oppression moscovite et qu'ils commencent à songer à la cause, à la culture nationale.

Ce retour en arrière de la politique bolcheviste moscovite, cette russification déguisée ne trompera personne. Plus les autorités d'occupation feront pression sur le peuple d'Azerbaïdjan et plus la réaction de ce dernier sera forte.

La lutte poursuivie par nos concitoyens ne restera pas sans lendemain. Nous tous, Azerbaïdjanais sommes convaincus que le jour n'est pas éloigné où nous reverrons notre patrie l'Azerbaïdjan libre et indépendant dans la famille des peuples d'un Caucase uni et indépendant.

A. T.

CHRONIQUE

Ukraine

Les événements en URSS et l'Ukraine

Dans son manifeste à l'armée soviétique, adressé après la condamnation à mort du Maréchal Toukhatchevski et de ses compagnons et publié le 13 Juin par l'agence *Tass*, le Maréchal Vorochilov déclare que les condamnés « attendaient du secours de leurs patrons, c'est-à-dire des sphères militaires fascistes d'un Etat étranger. Et comme rétribution de cette aide, ils étaient prêts à céder l'Ukraine Soviétique et à démembrer notre pays ».

La même accusation a été portée par le gouvernement de Moscou contre les accusés dans le procès Zinoviev-Radek qui, eux aussi, étaient accusés d'avoir voulu démembrer l'U. R. S. S. et d'avoir eu l'intention de céder l'Ukraine à un Etat étranger. Etant donné que toutes les factions des bolchéviks moscovites sont des impérialistes incurables, il est absolument impossible de croire qu'un Zinoviev ou un Toukhatchevski, de même qu'un Ejov ou un Staline, puisse volontairement céder un pays conquis par la Moscovie.

Il est infiniment plus probable que ces accusations réciproques des impérialistes moscovites proviennent du fait que la question ukrainienne en U.R.S.S. devient le point le plus névralgique de la situation actuelle de Moscou, et que dans leur affollement, devant les soulèvements des peuples opprimés par Moscou, les di-

rigeants de l'U.R.S.S. cherchent à surexciter le chauvinisme et le militarisme moscovites pour dresser toute la Moscovie contre les tentatives d'indépendance des pays conquis. . .

En tout cas, l'Ukraine nationale n'attend sa libération ni des machinations ténébreuses des actions bolchevistes moscovites qui s'entretiennent pour le pouvoir en URSS pour mieux écraser les peuples opprimés, ni d'une aide étrangère quelconque, mais uniquement de ses propres forces qui augmentent chaque jour et qui inquiètent Moscou à tel point que les faits réels enregistrés ces derniers temps ou qui se passent actuellement en Ukraine Soviétique prouvent que la situation est bien telle que nous l'avons décrite.

Ainsi : au commencement de cette année la situation générale est devenue si grave en Ukraine que le gouvernement de Moscou a relevé de ses fonctions son dictateur Postychev, et qu'il a ordonné une vaste épuration du parti communiste de l'Ukraine et de son administration, épuration qui continue toujours. De même, on a découvert au mois de Mars une vaste conspiration militaire nationale ukrainienne à Kiev et à Kharkov dont les membres se proposaient de tuer pendant les manœuvres d'automne Vorochilov et son état-major et de provoquer un soulèvement national.

Dernièrement la production du

mois de mars le gouvernement bolchévik a constaté avec effroi que les travaux préparatoires pour la récolte en Ukraine étaient dans un état aussi catastrophique que l'industrie charbonnière du Donbas...

Le gouvernement de Moscou comprenant la gravité de la situation en Ukraine a dû trouver un moyen d'expliquer les choses à ses propres partisans et au peuple moscovite. Il a rétabli le système de l'Okhrana tsariste qui accusait toujours et de tout les allogènes, les juifs et les étudiants. A présent, Moscou accuse de tout les rivaux de Staline et les Etats fascistes. Mais de même, que le mensonge de l'Okhrana n'a pas sauver la Russie tsariste, de même elle ne pourra sauver la Moscovie bolcheviste. L'heure approche où les peuples conquis de l'URSS briseront tous les mensonges impérialistes et proclameront leur indépendance complète de l'URSS qui sombre dans ses propres crimes et dans ses propres péchés.

La situation critique du charbonnage du Donbas.

Le bassin du Donetz, ou suivant les bolcheviks, le « Donbas », qui se trouve en Ukraine, fournit les 54 % du charbon de toute la production charbonnière de l'URSS. Ce centre du charbon est d'ailleurs le seul pour toute la partie européenne de l'URSS. C'est de la situation du Donbas que dépend en effet, toute l'industrie de l'URSS. Les bolcheviks moscovites ont bien compris cette vérité, aussi,

dès leur arrivée au pouvoir, — ont-ils fait tous leurs efforts pour arracher le « Donbas » à la République Démocratique Ukrainienne.

Le Donbas leur était en effet, nécessaire, comme base de toutes leurs expériences d'industrialisation de l'URSS et d'affermissement de leur pouvoir. Dans leur hâte d'exploiter le Donbas et d'industrialiser le pays, ils ont négligé la technique et l'amélioration du sort des ouvriers; ils ont introduit le système de Taylor sous le nom de Système Stakhanovien.

Depuis quelque temps déjà, les spécialistes prédisaient que l'exploitation absolument coloniale du Donbas ukrainien finirait, malgré les victoires qu'annonçait Moscou, par une crise de production retentissante. Ce moment est arrivé plus tôt qu'on ne le pensait.

La *Pravda* et les *Izvestia* de Moscou tout d'abord, puis l'organe du gouvernement bolchevik de Kiev, les *Visti* (N° 99 du 29 avril), ont annoncé une « délibération du Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS, tendant à mettre définitivement au clair les résultats des gigantesques succès bolchevistes dans le Donbas. Voici les passages principaux de la délibération : « Le conseil des Commissaires du Peuples de l'URSS et le Comité Central du parti bolchevik considèrent comme mauvais, le travail du charbonnage du Donbas durant le premier trimestre et le mois d'avril de l'année 1937. L'extraction du charbon est, non seulement, au dessous du plan, mais souvent encore au-dessous de l'extraction du mois correspondant de l'année 1936 ».

Après cet aveu explicite de la crise charbonnière du Donbas, succédant

à tant de louanges chantées à la gloire de Stakhanov, la délibération du Conseil des Commissaires du Peuple de Moscou énumère les causes de ce « succès » de la bureaucratie communiste et de la politique coloniale de Moscou. En voici les causes principales :

« 1° Les meilleurs spécialistes, mal payés, ne veulent pas travailler dans les puits mais se réfugient dans les chancelleries et les bureaux.

2° Le système des salaires n'ayant pas été simplifié, le désordre le plus complet règne dans la gradation des salaires.

3° Les travaux préparatoires qui sont une des conditions les plus importantes d'une extraction stable du charbon ont été, durant les deux dernières années, la catégorie la plus délaissée des travaux du Donbas. Une insouciance inadmissible et l'absence du contrôle du Comité Central du charbon et du comité du charbon du Donbas, en ce qui concerne les travaux préparatoires, ont été exploitées par les « Sapeurs » pour désorganiser le travail des avant-gardistes-stakhanoviens et pour mener à l'échec et au gâchis le charbonnage du Donbas. Les travaux préparatoires, de même que la construction de nouvelles mines, sont menés trop lentement et c'est pourquoi les plans, en ce qui concerne les travaux préparatoires et les nouvelles constructions, ne sont pas exécutés ».

La « délibération » nous donne encore toute une demi-page serrée de « causes », mais nous n'avons malheureusement pas la place pour les énumérer toutes, bien qu'elles soient très intéressantes. Il nous suffit de

voir que Moscou reconnaît elle-même que son exploitation du Donbas est un pillage, et que ce pillage rencontre une opposition parmi les ouvriers et les employés du Donbas Ukrainien.

Bien qu'à la fin de sa « délibération » le gouvernement de Moscou énumère toute une série de mesures draconiennes contre les autorités responsables et contre les ouvriers du Donbas, on peut douter qu'il lui soit possible de changer les événements dans le Donbas, car d'une part, le pillage s'est prolongé trop longtemps et a fait des ravages considérables et, d'autre part, la politique nationale et sociale des bolcheviks dans le Donbas Ukrainien a suscité une telle haine qu'il n'est pas dans les forces de Moscou de les transformer de sitôt en un productif enthousiasme.

Ainsi, la situation du Donbas apparaît comme très grave et lourde de conséquences pour toute l'industrie de l'URSS. Le temps d'arrêt, disons même la baisse de l'extraction du charbon du Donbas, sont une indication grave de la situation de l'économie soviétique, c'est aussi un avertissement pour son évolution future, surtout en cas de guerre.

La préparation pour la récolte en Ukraine Soviétique se trouve dans un état lamentable.

Les *Visti*, organe officiel du gouvernement de l'Ukraine Soviétique, du 1 mai 1937, N° 109, confirment dans l'article de P. Filipov (Directeur du Département des grains au Commissariat de l'Agriculture de l'Ukraine Soviétique), que les préparatifs pour les récoltes de 1937 en Ukraine sont dans un état pitoyable.

« Au 1^{er} mai la réparation des « combines » est de 10% contre 82% en 1936, celle des batteuses mécaniques de 2 % contre 27 % et celle des moteurs de 5 % contre 23 % ». L'article se termine par le cri pathétique : « La campagne de préparation de la récolte décide du niveau de celle-ci. Il faut en finir au plus vite avec l'état impossible de cette préparation ».

Ce cri d'alarme montre que la préparation pour la récolte de 1937 en Ukraine se trouve dans un tel état que la récolte sera, en grande partie, perdue.

Dans le leader du 15 mai les mêmes *Visti* se lamentent encore davantage : « Nous devrions être déjà préparés, pour la campagne de 1937, mieux que pour celle de l'année dernière; en pratique, la préparation est beaucoup plus mauvaise aujourd'hui que l'année dernière à la même époque. A la date du 10 mai on n'a réparé en Ukraine que 25% des « combines », et la situation est pire encore pour les autres machines : on n'a réparé que 4 % des batteuses, 7 % des moteurs, 5 % des locomobiles, 30 % des camions ».

L'article indique les causes de cet état de choses : « La cause principale en est le mauvais travail de l'administration agricole, l'inactivité des organisations du parti et de l'Etat, leur manque total d'intérêt pour la lutte pour la récolte ».

Cette explication est évidemment la plus commode pour les bolcheviks russes car ils ne veulent pas avouer que la cause principale de cet état de choses en Ukraine, est une cause politique : la population lutte contre l'occupation moscovite et contre le

régime communiste. Moscou voudrait bien cacher à l'étranger cette lutte; c'est pourquoi depuis 1933 les bolcheviks n'ont publié aucun chiffre sur les récoltes en Ukraine et en URSS.

La population Ukrainienne se dresse contre les monuments de l'impérialisme moscovite en Ukraine.

Le journal de l'armée rouge *Krasnaïa Zvezda* (l'Etoile Rouge) du 15 mai rapporte que la population ukrainienne de Poltava fait disparaître les monuments qui ont été érigés par le gouvernement des tzars moscovites sur les champs de bataille de Poltava, défaite après laquelle l'Ukraine a été asservie par la Moscovie en 1709.

« Une partie des monuments est anéantie et les emplacements même où ils se trouvaient ont été labourés... Les plaques indicatrices sont rouillées, les inscriptions sont effacées d'une façon barbare. Les groupes d'officiers, d'élèves officiers, de soldats, d'ouvriers, de kolkhoziens qui viennent là en excursion s'indignent contre ce travail de destruction, fait par des voyous, et toléré par la municipalité de Poltava. Il faut en finir avec une telle malveillance ».

Comme on le voit les tzars rouges veulent à tout prix conserver les traces de la victoire de Pierre le bourreau sur l'Hetman I. Mazepa et sur Charles XII de Suède, et conserver au cœur de l'Ukraine un monument qui lui rappelle son malheur et la perte de son indépendance.

La désagrégation du parti communiste en Ukraine Soviétique.

Les *Visti* du 14 mai 1937, N° 109, publient une longue résolution du

Comité Central du parti bolchevik de l'Ukraine sur la situation de l'éducation par correspondance des membres actifs du parti en Ukraine, résolution dans laquelle on lit ce qui suit :

« Le Comité Central du parti communiste des bolcheviks de l'Ukraine constate que le travail de la filiale en Ukraine du Comité de l'éducation par correspondance des membres actifs du parti est mené d'une façon tout-à-fait insuffisante. La plupart des Comités de région et de district du parti n'ont prêté aucune attention à ce travail. De ce fait, les étrangers au parti et ses ennemis se branchent de l'activité du parti et se sont introduits parmi les maîtres de conférence et les instructeurs ».

La résolution constate que 40 % seulement des inscrits aux cours s'instruisent et même que, dans certaines régions, les crédits alloués spécialement n'ont pu être utilisés faute de membres du parti désireux de s'inscrire aux cours.

Comment Moscou « favorise » la littérature ukrainienne.

Les *Visti* N° 103 du 6 mai font savoir qu'en 1936 « les éditions d'Etat de la littérature » ont édité en Ukraine 214 livres tirés à 3.374.000 exemplaires et parmi ces livres 43 seulement sont consacrés à la littérature ukrainienne. Le reste a été choisi dans la littérature russe, pour être édité en Ukraine et aux frais de l'Ukraine. Comme le dit l'article même : « Les éditions d'Etat » ont prêté une grande attention à l'édition des œuvres des classiques russes. On a édité, par exemple, en ukrainien

Léon Tolstoï, Tchernychevsky, Tourguénev, M. Gogol, V. Korolenko. Pour le jubilé de Pouchkine on a édité plus d'un million d'exemplaires des différentes œuvres du poète, ainsi que ses œuvres complètes en deux volumes ».

La situation de l'éducation nationale en Ukraine Soviétique.

Les *Visti* du 6 mai N° 103 mandent qu'un Congrès, dû à l'initiative du Comité Central du parti communiste de l'Ukraine et consacré au problème de l'amélioration des connaissances professionnelles des instituteurs en Ukraine, a eu lieu les 4 et 5 mai à Kiev.

Dans l'important discours prononcé à ce congrès par le Commissaire à l'éducation de l'Ukraine, M. Zatonsky, ce dernier a signalé que « 93.000 instituteurs d'Ukraine ont besoin d'améliorer leurs connaissances professionnelles mais que jusqu'à présent ils n'en ont pas encore pris la voie. On trouve dans beaucoup de régions des instituteurs auxquels on n'a pas donné la possibilité de s'instruire ou qui ne veulent pas étudier. Ceux-ci sont au nombre de 10.000 ».

Comme l'a avoué le Commissaire Zatonsky lui-même, après dix-sept ans d'occupation de l'Ukraine par Moscou, la plus grande partie du corps enseignant en Ukraine n'a pas encore reçu la possibilité « d'améliorer ses connaissances professionnelles ». Cet état de choses s'explique très bien par le fait que Moscou ne veut pas favoriser l'enseignement ukrainien et qu'il aime mieux tout mettre en œuvre pour augmenter sa force militaire que d'améliorer la

culture des allogènes, ce qui pourrait un jour se retourner contre lui et contre l'impérialisme moscovite.

Quelle est exactement la population de la République Soviétique de l'Ukraine ?

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique de l'Ukraine, M.P. Lioubtchenko, a déclaré au VII^e Congrès des Soviets, en janvier 1935 à Moscou, que la population de l'Ukraine Soviétique était de 30 millions d'habitants (Voir *Pravda* du 30 janvier 1935, N° 29 et *Izvestia* du 31 janvier 1935, N° 26).

Un an après, au mois de février 1936, à la III^e section du Comité Central de la République Soviétique de l'Ukraine, le même Lioubtchenko, a déclaré que la population de la République Ukrainienne était de 35 millions d'habitants. (Voir *Visti* du 13 février 1936, N° 36). D'après cette dernière déclaration la population de la République Socialiste Ukrainienne aurait augmenté en un an de 5 millions d'habitants. Chose tout-à-fait incroyable.

Le 29 juillet 1936 le Commissaire à l'Education Nationale de l'Ukraine Soviétique, Zatonsky, déclarait dans un discours officiel que la population de l'Ukraine s'élevait à un peu plus de 30 millions d'habitants. (Voir *Visti* du 29 juillet 1936, N° 174).

L'organe du gouvernement bolchévik de l'Ukraine Soviétique les *Visti* du 12 mai 1936 indique que la population de l'Ukraine a passé de 29 millions en 1926 à 31,9 millions en 1933.

Les graves contradictions que l'on

trouve dans toutes ces déclarations, pourtant toutes officielles, s'expliquent très facilement par le fait qu'entre 1929 et 1934 l'Ukraine a été le théâtre d'une collectivisation féroce et qu'en 1932-33 elle a subi une grande famine; c'est à cause de ces événements qu'elle a perdu quelques millions de sa population, ce que le pouvoir d'occupation russe en Ukraine ne veut pas avouer franchement.

Selon les calculs des meilleurs statisticiens ukrainiens, la population de l'Ukraine Soviétique devait compter au commencement de l'année 1935 — 34 millions d'habitants; si elle n'en compte plus que 30 millions, comme l'affirment les commissaires Lioubtchenko et Zatonsky, l'Ukraine a donc perdu de 1932 à 1935 — 4 millions d'habitants.

Comme on le voit les bolchéviks ne s'embarrassent guère des données statistiques et il faut s'attendre à ce qu'ils fassent tout leur possible pour cacher la très grande mortalité qu'ils ont causé en Ukraine pendant les années 1932-1935 et qu'ils faussent dans ce but les résultats du recensement de janvier 1937, recensement déjà annoncé comme une grande victoire du socialisme. En réalité, ce ne sera qu'un recensement de réclame et de mensonge.

Le XIII^e Congrès du Parti Communiste de l'Ukraine.

Les *Visti* du 28 mai décrivent en détail le XIII^e Congrès du Parti Communiste de l'Ukraine. Le congrès a voté la confiance au Comité Central du Parti, mais lui a reproché beaucoup de fautes dans la direction politique du pays. Tous les discours des membres du gouvernement de l'Uk-

raïne Soviétique et des chefs du Parti Communiste de l'Ukraine sont remplis de l'aveu de ces fautes, de promesses de les corriger et de serments de fidélité au génial Staline.

Le paradis bolchévik à la belle étoile ou la construction sur le papier des maisons d'habitation dans le Donbas.

Les *Visti* du 18 mai indiquent que 450.000.000 de roubles ont été dépensés dans le Donbas pendant le deuxième plan de 5 ans pour la construction de maisons d'habitation. 1 million 300.000 m² sont déjà exploités, mais comme le dit le journal : « On pourrait construire pour cette somme beaucoup plus. On a gâché en chantiers abandonnés dans le Donbas 280.000 m² de la surface destinée aux habitations. Ce sont les ennemis du peuple qui ont accompli ce dommage et ont ainsi laissé beaucoup d'ouvriers du Donbas sans logement ».

La lutte des ouvriers ukrainiens contre le taylorisme soviétique.

Les *Visti* du 22 mai font savoir qu'à la mine N° 33 du Donbas un ouvrier nommé Kovalenko a tué le stakhanovien Neuman. Kovalenko est condamné à mort.

Les *Visti* du 24 mai font savoir que le Congrès des Stakhanoviens de l'Ukraine qui a eu lieu à Kiev a constaté avec tristesse « que l'année dernière encore, l'administration locale estimait les stakhanoviens et leur demandait conseil, mais qu'actuellement on ne leur prête plus aucune attention et qu'on ne les réunit plus ».

Les fêtes nationales des Républiques du Caucase.

La colonie Géorgienne de Paris a

célébré le 26 mai dans la salle Jean Goujon, le jour anniversaire de la proclamation de l'Indépendance de la Géorgie.

Le 27 mai les colonies Géorgienne, gards du Nord ont célébré la fête de l'Union de leurs pays.

Le 28 mai la colonie Azerbaïdjannienne a célébré le jour de la proclamation de l'Indépendance de la République Azerbaïdjannienne.

Le 29 mai la colonie Arménienne de Paris a célébré sa fête nationale dans la salle du « Petit Journal ».

A toutes les fêtes caucasiennes la colonie Ukrainienne a envoyé des représentants qui ont pris la parole pour féliciter leurs amis caucasiens et pour affirmer l'inébranlable volonté de l'Ukraine de mener la lutte contre la Moscovie impérialiste pour l'affranchissement de tous les peuples opprimés par Moscou et, en premier lieu, des peuples du Caucase et du Turkestan, ses alliés naturels.

L'opinion du Général T. Kutrzeba sur l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne.

Nous avons déjà donné dans le numéro précédent quelques indications sur le livre du Général T. Kutrzeba « La marche sur Kiev en 1920 », qui décrit d'une façon très compétente et pleine d'intérêt, les circonstances politiques et militaires de la guerre menée par la Pologne et l'Ukraine alliées, contre les Russes en 1920.

Nous voulons encore donner dans cette petite note l'opinion du Général T. Kutrzeba sur l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne : « La Pologne ne s'est pas trompée

sur les forces de l'Ukraine Démocratique en tant qu'Etat... Les armées ukrainiennes se battirent d'une façon exemplaire : que ce soit sur les terres ukrainiennes ou à Zamostia, dans la partie ethnographiquement pure de la Pologne; soutenus par les Polonais ou seules ces armées ont rempli leurs obligations librement consenties en ce qui concernait l'exécution des tâches qui leur étaient assignées. Au moment de la Conférence de la paix (à Riga), l'Ataman Petlura combattait encore en dehors des frontières polonaises; il luttait désespérément, non plus même pour l'indépendance de l'Ukraine, mais pour la défense de l'honneur de ses armes, pour rappeler son existence au Monde ».

Nous sommes heureux de donner ces lignes, écrites par le Général Kutrzeba qui fut un des collaborateurs intimes du Maréchal Pilsudski et qui a pris une part des plus actives dans la direction de la guerre de 1920, dont le but était la libération de l'Ukraine et la défense de la Pologne contre la menace de l'impérialisme moscovite.

NOUVELLES BREVES

— Les *Visti* du 11 mai mandent que le célèbre parc Olexandria de 200 hectares, près de Bila Tzerkva (région de Kiev) ayant appartenu autrefois aux comtes Branitzky et actuellement propriété de la République Soviétique Ukrainienne, se trouve tout-à-fait délaissé et même en partie détruit.

— Les *Visti* du même jour, dans l'article « Attentats manqués » citent deux cas, sans indiquer les endroits où ils se sont produits : un attentat

à la dynamite contre un atelier dans une usine de guerre et un autre contre une grande station électrique d'une importance capitale pour la défense du pays.

— Les *Visti* du 12 mai, dans l'article « Le plan de la dernière année du second plan de 5 ans » constatent, en indiquant que les opposants, les nationalistes etc, etc... ont fait un grand tort à l'industrie de l'Ukraine Soviétique, que « presque toutes les branches de l'industrie de l'Ukraine n'ont pas exécuté leur plan » pendant les quatre premiers mois de 1937.

— Le 28 mai, à Prague, l'Université Ukrainienne et les organisations des émigrés Ukrainiens ont organisé deux grandes réunions solennelles pour fêter le 53^e anniversaire du Président de la République Tchécoslovaque, Edouard Bénès qui, avec le Président Massarik, a bien voulu accueillir en Tchécoslovaquie un grand nombre d'étudiants et de professeurs ukrainiens, partis d'Ukraine en 1920 avec le Gouvernement et l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne.

— Le 2 mai, à Podebrady en Tchécoslovaquie, a eu lieu le VIII Congrès des Anciens Officiers de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne.

— A l'occasion du 250^e anniversaire de l'élection de l'Hetman Ivan Mazeppa — le 25 juillet 1687 — la Bibliothèque Ukrainienne Simon Petlura à Paris organise au mois de juillet une exposition de souvenir sur le Grand Hetman de l'Ukraine.

Entre autres, des tableaux représentant Mazeppa, des livres écrits à son sujet, des œuvres musicales etc.. seront exposés.

— Le Gouvernement Tchécoslovaque a déposé au Parlement le projet de l'autonomie de la Rous-Subcarpathique, peuplée en majorité d'Ukrainiens. Les journaux de l'Europe Occidentale, en reproduisant cette nouvelle, appellent cette province « La Russie Subcarpathique » ce qui est tout-à-fait erroné car la Ruthénie (Rous) Subcarpathique n'a jamais appartenu à la Russie, mais tient son nom de l'Etat Ukrainien de Kiev qui s'appelait du IX^e au XV^e siècle Rous ou Ukraine, et qui n'a gardé ensuite que le nom d'Ukraine.

— La Société d'aide aux hautes écoles des émigrés ukrainiens en Tchécoslovaquie a élu président effectif le Président du Sénat de la République Tchécoslovaque, M. F. Soukoup qui a toujours témoigné beaucoup d'amitié aux émigrés ukrainiens et à la culture ukrainienne.

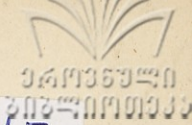
— Le maître de ballet ukrainien bien connu, M. Avramenko, a monté

à New-York le film « Natalka Poltavka », tiré du célèbre drame du père de la littérature moderne ukrainienne, Kotliarevsky écrit en 1796. Ce film a beaucoup de succès en Amérique. Il a été projeté à Paris devant des spécialistes ukrainiens qui l'ont approuvé. Il faut souligner que le jeu des artistes les chants et les danses sont bien présentés. Le décor et les costumes laissent à désirer.

— D'après les statistiques soviétiques, en 1937, vingt villes de l'Ukraine possèdent des tramways; ceux-ci doivent transporter durant l'année 1937 — 1.170.000.000 de personnes.

Trente six villes ukrainiennes possèdent des autobus. Ils doivent transporter en 1937 — 40.000.000 de voyageurs.

— B. P. U. Au mois de mai dernier l'Institut Polytechnique Ukrainien de Podebrady en Tchécoslovaquie a fêté le 15^e anniversaire de son existence.



E5114E
1937

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
